

*l'Anti*capitaliste

n°407 | 30 novembre 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA

09.ORG



LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

PAS CONTRE LES CHÔMEURS

Dossier

**LA CATALOGNE
EN DÉBAT**

Pages 6 et 7

ÉDITO

La Françafrique,
ce n'est pas du passé
Page 2

PREMIER PLAN

«Dire que le sida est une
maladie chronique, c'est
complètement faux» Page 2

**SIDA:
C'EST QUAND
QU'ON GUÉRIT?**

MANIFESTATION
1^{ER} DÉCEMBRE 2017 À 18H

ACT UP
PARIS

PARCOURS ET INFOS SUR
TWITTER ET FACEBOOK @ACTUPPARIS

ACTU INTERNATIONALE

Liban: le retour de
la politique du vide?
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Gérard Filoche
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

La Françafrique, ce n'est pas du passé

« Je suis d'une génération qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé » : ces mots ont été prononcés par Emmanuel Macron, le 28 novembre, au premier jour de sa tournée africaine, devant 800 étudiantEs réunis à l'université de Ouagadougou. Et d'ajouter, suivant le célèbre principe selon lequel « plus c'est gros, plus ça passe » : « Je ne suis pas venu ici vous dire quelle est la politique africaine de la France, comme d'aucuns le prétendent, parce qu'il n'y a plus de politique africaine de la France ».

Le moins que l'on puisse dire est que Macron ne manque pas d'air, lui qui se trouve à la tête d'un État dont la politique néocoloniale sur le continent africain, connue sous le nom de « Françafrique », est dénoncée depuis des décennies. La veille de cette visite, l'association Survie publiait ainsi un rapport, consacré à « la coopération militaire et policière entre la France et des États africains », démontrant une fois de plus que, malgré les discours, la France n'en a pas fini avec son soutien diplomatique et militaire à des régimes dictatoriaux, brutaux et corrompus.

Exemple parmi bien d'autres, « au Cameroun, l'ambassadeur de France, lui-même militaire, a remis des décorations françaises à des représentants des forces de l'ordre camerounaises à l'occasion des commémorations du 11 novembre, soit juste après qu'elles aient tué entre 40 et 100 personnes lors de la répression des manifestations dans les régions anglophones. » Il y a certaines habitudes qui ne changent pas... Présence militaire directe, interventions ponctuelles en défense de régimes « amis », formation des forces armées de régimes autocratiques, silence complice face à des épisodes répressifs sanglants : la liste est longue des agissements de la France qui, toujours au nom de la « lutte contre le terrorisme » ou du « maintien de la stabilité », contribuent avant tout à préserver les intérêts de la France, au mépris des populations locales et pour le plus grand bonheur de grands groupes français comme Bolloré ou Veolia. La domination française, qui s'incarne notamment dans le franc CFA, survivance coloniale qui place 14 pays et près de 155 millions de personnes dans une situation de servitude monétaire à l'égard de la France, ne fait pas partie du passé. La France prend toujours une part active au pillage du continent africain et porte une responsabilité centrale dans nombre des tragédies qui s'y déroulent. En niant cette réalité, Macron s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs et nous rappelle que le combat contre la Françafrique est toujours d'actualité.

BIEN DIT

« Les arguments ne manquaient pas pour faire interdire le glyphosate sans attendre. (...) En accordant un sursis supplémentaire à Monsanto, Bayer et compagnie, la Commission européenne balaie le principe de précaution et la santé du revers de la main, de même que la voix des millions de citoyens qui ne veulent plus de l'herbicide le plus controversé de la planète. »

GÉNÉRATIONS FUTURES, FOODWATCH ET LA LIGUE CONTRE LE CANCER, 27 novembre 2017.

À la Une

Lutter contre le chômage, pas contre les chômeurEs

Macron, moins joueur ou plus lucide qu'Hollande, n'a pas engagé son quinquennat et son éventuelle candidature à un second mandat sur une réduction du nombre de chômeurEs. Même les traditionnels commentaires sur les chiffres mensuels ont été jugés trop risqués...

Il faut dire qu'au-delà des micro-variations qui alimentent les commentaires, la réalité reste dramatique avec 6 623 100 privéEs d'emploi et travailleurEs saisonnierEs, toutes catégories confondues, auquelEs il faut ajouter 4 800 000 « invisibles » qui n'entrent pas ou plus dans les statistiques.

Une situation dramatique

De 3 475 600 privéEs d'emploi (sans emploi, tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi), on est passé à 3 483 600, soit une variation : de + 0,2% sur un an. Les catégories B et C (en emploi, tenus « d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi ») sont 2 132 400, soit + 7,4% sur un an. La progression du nombre de « salariés chômeurEs » des catégories B et C, remarquée depuis de nombreuses années, montre une augmentation spectaculaire de la précarité : le total B + C a doublé en 10 ans.

Sur un an, le chômage de très longue durée augmente de 4,1% et celui des plus de 50 ans de 6%. On compte près de 300 000 radiations (50% dues aux erreurs, découragement et « punitions »), pour 100 000 sorties correspondant vraiment à des reprises d'emploi. UnE chômeurE inscrit à Pôle emploi sur deux ne perçoit aucune indemnité. Au total nous sommes à plus de 11 millions de chômeurEs et autant de personnes largement sous le seuil de pauvreté. Si les femmes ont un taux de chômage légèrement inférieur, elles sont davantage frappées par la précarité : elles sont 10% de plus que les hommes à toucher le RSA ou l'allocation vieillesse.



Des recettes pourries

Les recettes du gouvernement Macron ne sont pas nouvelles : baisser les « charges » des entreprises, distribuer les aides et toutes formes de cadeaux censés améliorer les « performances », la compétitivité permettant de gagner des parts de marché et donc des créations d'emplois. Le résultat, on le connaît : pas de création d'emplois, des boîtes qui ferment après avoir empoché les aides, le tout facilité par les ordonnances simplifiant les licenciements et réduisant les droits des salariéEs et des organisations syndicales. Gouvernants, patrons et médias répètent à longueur de journée qu'avec ces recettes, d'autres pays

ont ainsi réussi à faire baisser leur taux de chômage. En fait, partout, des États-Unis à l'Allemagne en passant par la Grande-Bretagne, cette baisse s'accompagne d'une montée de la précarité, des contrats à durée déterminée, des petits boulots, des contrats à 1 euro par heure en Allemagne ou à 0 heure de temps de travail minimum en Grande-Bretagne.

Pendant ce temps, partout, des chaînes aux bureaux, dans les grandes surfaces ou dans le nettoyage, les salariéEs croulent, crévent sous les charges de travail. Plus d'unE salariéE sur deux présente des « niveaux élevés d'anxiété », près d'un tiers sont à des « niveaux dépressifs élevés » et 6%

en dépression. Avec davantage de femmes touchées que d'hommes (28% contre 20%).

Nouvelles aggravations

Après les ordonnances, le gouvernement s'appête à aggraver la situation des chômeurEs : augmentation des contrôles, sanctions en cas de refus de deux offres d'emplois « raisonnables ». Pour faire passer la pilule, des promesses, au financement non assuré, de couverture en cas de démission et pour les travailleurEs indépendants, et l'instauration d'un bonus-malus pour pénaliser les entreprises et abuseraient des CDD.

Tout cela est d'autant plus inquiétant qu'avec un financement assuré par l'impôt (CSG) à la place des cotisations sociales, et la volonté du gouvernement de prendre en main la gestion de l'assurance chômage, l'indemnisation des chômeurEs serait de plus en plus soumise à la politique antisociale d'un pouvoir agent du Medef.

Face à ces attaques, la construction d'une mobilisation qui lie réduction massive du temps de travail, indemnisation des privéEs d'emploi au niveau d'un SMIC revalorisé (1800 euros net) est plus que jamais urgente. La traditionnelle manifestation de début décembre doit être une étape réussie.

Robert Pelletier

MANIFESTATION CONTRE LE CHÔMAGE ET LES PRÉCARITÉS, POUR DES DROITS NOUVEAUX

SAMEDI 2 DÉCEMBRE 14H PLACE DE STALINGRAD

À l'appel de AC! - APEIS - MNCP - CGT-Chômeurs et avec le soutien de nombreuses organisations syndicales, associatives et politiques

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

« Dire que le sida est une maladie chronique, c'est complètement faux »

Entretien. À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1^{er} décembre prochain, nous avons rencontré **Xavier Cœur-Jolly**, vice-président et porte-parole d'Act Up-Paris.

Où en est l'épidémie aujourd'hui ?

En juin 2017, dans le monde, ce sont 21 millions de séropositifs qui ont accès aux traitements ARV (antirétroviraux), mais ce sont aussi 17 millions de personnes qui en sont privées, dont près d'un million d'enfants.

En France, ce sont 6 500 nouvelles contaminations par an, dont 1 500 rien qu'à Paris. Plus de 50% des personnes contaminées sont des gays ou des bis, et sur l'ensemble des autres 50% il y a une grande majorité de migrantEs.

Il y a environ 150 000 personnes qui vivent avec le VIH en France, on ne meurt quasiment plus de pathologies liées au VIH. On a un cocktail d'environ 90 molécules qui fait que chacunE peut être pris en charge sur une trithérapie, mais il faut savoir que cela fait énormément de mal à ton corps : on a des jeunes adultes sous trithérapie qui ont une ostéoporose semblable à celle de femmes de 60-70 ans...

On ne peut pas dire qu'on vit bien avec le VIH. Dire, comme certains le font,

que le sida est une maladie chronique, c'est complètement faux. C'est une maladie avec laquelle on va vivre toute sa vie, lourde au quotidien, et on ne connaît pas les effets secondaires à long terme des traitements.

L'activité d'Act Up au quotidien, c'est quoi ?

On a des commissions : prévention/sexpol, droits sociaux, jeunes, drogues, MEUF, LGBTIphobie/sérophobie, migration... La permanence droits sociaux, c'est un peu la question du « VIVRE AVEC le VIH » : tu viens sans rendez-vous, et on va t'aider à bâtir des dossiers, pour des papiers, un logement, une couverture sociale, un

parcours de soin, etc. On est vraiment dans une logique d'empowerment : on te donne les pistes, les adresses, les conseils, mais c'est à toi de te bouger et de prendre ta vie en main.

On est devenu une association « moins fofolle » : on était des pédés, des gouines, des trans, des folles, et on était fiers de ça, et on l'est toujours en acceptant toutes les sexualités et les genres, mais aujourd'hui on est plus connus comme une association qui travaille des dossiers de fond – ce que l'on a toujours été. Quand on demande un rendez-vous à une institution, ils savent qu'on arrive avec des choses solides et qu'il ne faut pas nous mener en bateau. En plus on a une arme, c'est le zap [actions spectaculaires contre une cible sélectionnée] : ces gens savent que s'ils nous mènent en bateau on peut les choper n'importe où et les zipper, ça peut être du faux sang, un menottage de secrétaire d'État, etc.

Un monde à changer

BIENVILLANCE POUR QUI? Le gouvernement a dévoilé lundi son projet de loi sur le « droit à l'erreur ». L'objectif est de « réparer et transformer la relation entre nos concitoyens et l'administration », a souligné le Premier ministre Édouard Philippe. C'est un « texte principal qui prévoit que la bienveillance soit la norme », a expliqué le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérald Darmanin. Au-delà des discours, la nouvelle loi sera d'abord un « plus » pour les contribuables qui déclarent leurs revenus eux-mêmes (c'est-à-dire pas pour les salariéEs et les retraitéEs), et qui sont souvent les plus riches. Ce sera aussi un « plus » pour les entreprises sur trois points : leurs déclarations fiscales, un freinage des contrôles de l'inspection du travail et des URSSAF, et enfin le « permis de faire », fixant aux entreprises une obligation de résultat et non plus de moyens. Celui-ci laissera, par exemple, dans la construction, les promoteurs déroger aux règles sous réserve qu'ils attestent que leurs méthodes arrivent à des résultats équivalents. Même le quotidien financier *les Échos* remarque que le texte est bien muet sur les contrôles : qui évaluera que tel bâtiment est bien résistant au feu ? Pour la masse de la population, où sera la « bienveillance » ?

Administrations et services publics seront toujours plus éloignés et plus encombrés du fait des suppressions de postes et des économies budgétaires. ChômeurEs et bénéficiaires d'allocations continueront d'être regardés avec méfiance et contrôlés.

Le fond de l'affaire est bien résumé par le chercheur en économie Thibault Gajdos : « Emmanuel Macron et ses ministres ont confiance dans les riches, mais se méfient des pauvres ». Et pourtant, souligne Gajdos, les tricheurs ne sont pas là où le gouvernement le croit. Non seulement les « Paradise papers » viennent de le montrer, mais une étude universitaire étatsunienne conclut que les membres des classes supérieures trichent, mentent et enfreignent davantage la loi que les membres des classes inférieures. Une plus grande complaisance des riches à l'égard de l'appât du gain explique en partie ces résultats.

Comme le disait Marx à sa façon : « c'est l'être social qui détermine la conscience ». Dans une société d'exploitation, rien d'étonnant à ce que la plupart des riches en veuillent toujours plus ! Ceux qui présentent cela comme allant dans l'intérêt du plus grand nombre sont soit des menteurs, soit des imbéciles.

ALLEMAGNE

L'échec du projet dit « jamais »

Ces élections avaient produit un affaiblissement spectaculaire des partis de la « grande coalition » de la CDU/CSU (Union des chrétiens démocrates et Union des chrétiens sociaux de Bavière) et du SPD social-démocrate, surtout au profit de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne, parti de droite similaire au FN, arrivant à 12,6% des voix et 94 mandats) et du FDP libéral.

CDU et SPD affaiblis

Avec 65 mandats en moins pour la CDU/CSU et dix en moins pour le SPD, les partis de cette coalition dirigée par la chancelière Angela Merkel auraient pu continuer à gouverner ensemble avec une majorité réduite au Bundestag. Mais, après les élections, le candidat en tête du SPD Martin Schulz, suivi par la direction de son parti, déclarait que le SPD ne participerait certainement plus à cette « grande coalition ». La raison qu'il donnait était que l'électorat avait clairement rejeté cette option. Il semble clair que le SPD, réduit à 20,5% des voix, craint surtout qu'avec son rôle de partenaire junior au gouvernement, il risque une érosion encore plus forte de son électorat.

Pour comprendre dans quelle mesure l'échec des pourparlers exploratoires préparant des négociations pour une coalition dite « jamais » reflète une crise de représentation politique en Allemagne, il est utile de revenir sur les résultats des élections fédérales allemandes du 24 septembre.



DR

Avec seulement 289 des 709 mandats au Bundestag, une coalition dite « rouge-rouge-verte » (SPD, Die Linke et Verts) était exclue d'office, tout comme une coalition « noire-jaune » de la CDU/CSU et du FDP ou « noire-verte » de la CDU/CSU et des Verts. C'est pourquoi il ne restait plus que le projet d'une coalition « noire-jaune-verte » (donc

« jamais ») de la CDU/CSU, du FDP (80 mandats) et des Verts (67 mandats).

Échecs des pourparlers

Après des semaines de pourparlers exploratoires entre ces partis, dans la nuit du 19 au 20 novembre, Christian Lindner, chef du FDP libéral, a surpris le public en annonçant le retrait de son parti. Les raisons qu'il donne sont assez surprenantes elles aussi : les pourparlers n'auraient pas abouti au tournant nécessaire en matière d'éducation, de baisse d'impôts, d'économie et d'une immigration réglementée. Le FDP n'étant pas prêt à marchandiser ses principes, il valait mieux « ne pas gouverner au lieu de gouverner d'une manière fautive ».

Voilà qui met la politique établie allemande dans de beaux draps. Que faire ? Est-ce que le SPD, pour « raison d'État » se résignera quand même encore à la continuation

de la « grande coalition » ? Est-ce qu'Angela Merkel va être la chancelière d'un gouvernement minoritaire (avec soit le FDP, soit les Verts) ? Ou y aura-t-il une répétition des élections fédérales dans quelques semaines – profitant peut-être encore à l'AfD ? On ne peut pas savoir. Mais une chose est claire : puisque tous les autres partis sont d'accord sur le fond pour une politique anti-sociale, guerrière et écologiquement irresponsable, il faudra que Die Linke (La Gauche, 9,2% des voix et 69 sièges au Bundestag) se démarque bien clairement des autres, développe une démarche anticapitaliste radicale et s'investisse dans la construction des mouvements extra-parlementaires pour des solutions solidaires et émancipatrices.

Manuel Kellner

1 – Rédacteur du *Sozialistische Zeitung/SoZ*, membre de Die Linke et de l'ISO (IV^e Internationale en Allemagne).

Quels sont les « dossiers » urgents d'après vous ?

Il y a une absence totale de politique de prévention dans les établissements scolaires, c'est catastrophique. Au collège et au lycée, on a encore environ 3-4 gamins sur 10 qui pensent qu'on peut attraper le sida en faisant un bisou à sa copine ou à son copain, ou en s'asseyant sur la cuvette des toilettes... L'État a abandonné le terrain de la prévention, parler de sexe et de genre aujourd'hui dans les établissements scolaires c'est très compliqué, on a un retour des valeurs cathos de droite. Et avec Blanquer, qui est un catho tradi bien réac, il n'y a pas d'espoir que ça change, au contraire. Si tu rajoutes à ça les suppressions de postes d'infirmières scolaires, les gamins n'ont pas accès à une infirmière pour parler sexualité et genre, voire tout simplement accès à des préservatifs gratuits, des brochures de prévention, etc.

Il y a aussi la situation des migrantEs, avec la politique d'expulsion qui met des milliers de vies en danger, et on essaie de filer des coups de main à des associations qui bossent avec eux. Un de nos plaidoyers en ce moment, c'est le « vieillir avec le VIH », avec l'association « Grey pride » : que vont devenir celles et ceux qui n'ont pas ou peu bossé, est-ce qu'il y aura des EHPAD gayfriendly, les personnels seront-ils formés, etc.

On bosse aussi sur les droits des trans, sur l'environnement carcéral-prisons, sur les usagers de drogue, plein de dossiers en fait. Sur tous ces dossiers-là on bosse avec d'autres associations, et on fait aussi remonter des cas urgents auprès du cabinet de certains élus à Paris, il y en a qui font du bon boulot. Mais ça ne veut pas dire qu'on ne se bat pas contre certaines décisions scandaleuses, s'ils évacuent des migrants



dans des conditions déplorables par exemple, on est là. On n'est jamais dans une relation de confiance à 100% avec les politiques, les institutionnels

ou l'industrie pharmaceutique et ils le savent. Plus que jamais, ACTION = VIE et INFORMATION = POUVOIR. **Propos recueillis par Julien Salingue**

Le chiffre

1 sur 5

Près de 20% des salariéEs du privé à qui un arrêt maladie est prescrit y renoncent. 12% des arrêts ne sont pas pris du tout. 7% des arrêts ne sont pas pris en totalité, par exemple un arrêt de cinq jours pour lequel on retourne travailler le troisième jour.



Agenda

Jeudi 30 novembre, projection-débat

La bombe et nous, Nanterre. Avec le réalisateur Xavier-Marie Bonnot et Arielle Denis, représentante d'ICAN, organisation internationale prix Nobel de la paix 2017. À 19h30 à l'Agora, 20, rue de Stalingrad, RER Nanterre-Ville.

Mercredi 6 décembre, conférence-débat « La révolution russe de 1917, réalités, actualité... », Saint-Malo.

À 20h, salle polyvalente du port de plaisance à Saint-Malo. Animation : Patrick Le Moal.

Jeudi 7 décembre, meeting du NPA avec Olivier Besancenot.

À 20h, à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer 75020 Paris (métro Gambetta).

Vendredi 8 décembre, réunion publique du NPA 64 avec Philippe Poutou, Mourenx.

À 20h à la salle des conférences à la Maison-du-Pays à Mourenx (centre-ville).

Samedi 09 décembre, «1917-2017, centenaire de la révolution russe», Grenoble.

Réunion-débat avec Jean-Jacques Marie à 14h30, à la maison des associations, rue Berthe-de-Boissieux. Avec le soutien de : POID, NPA, LO, PCF, Lanceurs de tuiles (FI), les amis du Monde diplomatique.

NO COMMENT

« Je dénonce le populisme qui s'en prend aux étrangers et aux musulmans. »

MANUEL VALLS, Twitter, 22 novembre 2017.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOLIDARITÉ MIGRANT-E-S TouTEs à Menton le 16 décembre !



© Michael Alesi

Le collectif *Solidarité migrants 06*, le collectif *La Roya citoyenne*, la *Coordination sans-papiers 75* et la *Coalition internationale des sans-papiers et migrantEs* appellent à une manifestation de solidarité avec les migrantEs le samedi 16 décembre à Menton*, dans les Alpes-Maritimes, à la frontière franco-italienne. Nous reproduisons ci-dessous leur appel.

Liberté pour touTEs et solidarité avec les migrantEs : ouvrez les frontières !

En prélude à la journée internationale des migrants, retrouvons-nous le samedi 16 décembre à Menton :

– pour célébrer la journée internationale des migrantEs et donner de la visibilité à toutes les initiatives qui seront prises dans ce cadre

– parce que cette frontière est devenue un des symboles de l'inhumanité des politiques migratoires de l'État français et de l'Union européenne et du développement de l'État policier

– parce qu'aux mortEs des frontières s'ajoutent la multiplication des mesures d'enfermement et d'expulsion, les milliers de migrantEs à la rue, y compris des enfants et des jeunes isolés, le harcèlement policier et la chasse aux sans-papiers

– parce que le gouvernement français, au travers de l'inscription des mesures d'urgence dans le droit commun contredit encore plus le droit d'asile et que ce même gouvernement prépare une nouvelle loi durcissant encore sa politique migratoire dans un sens liberticide

– parce que cette région est devenue le symbole des solidarités qui existent sur tout le territoire avec les migrantEs. Mais elle est aussi devenue, après Calais, le symbole de la répression contre ce mouvement et les personnes solidaires

– pour dire « ça suffit ! », pour mettre fin à l'acharnement contre les migrantEs et aux discours et politiques racistes et sécuritaires qui gangrènent toute notre société.

Nous manifesterons pour :

- l'accueil des migrantEs
- la liberté de circulation et de résidence (art. 13 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen*)
- la régularisation des sans-papiers
- l'abrogation des accords de Dublin
- la solidarité et l'égalité des droits pour toutEs
- l'abrogation de tout « délit de solidarité » et l'abandon de toutes les poursuites contre les personnes solidaires

* Des départs collectifs vers Menton seront organisés depuis différentes villes. Informations à venir...

RACISME D'ÉTAT Jean-Michel Blanquer à la tête d'une offensive réactionnaire

Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer porte plainte contre le syndicat SUD-éducation 93 : une intolérable atteinte aux libertés syndicales et, au-delà, une tentative d'intimidation qui en dit long sur la conception très singulière que le gouvernement se fait de la liberté d'expression et de la lutte antiraciste.

« **L'**affaire » a commencé avec la dénonciation, par le « Printemps républicain », de l'organisation, par SUD-éducation 93, d'un stage intitulé « *Au croisement des oppressions – Où en est-on de l'antiracisme à l'école ?* », les 18 et 19 décembre. L'objet – initial – du scandale ? La tenue de deux ateliers réservés aux personnes faisant l'objet de discriminations racistes. Il n'en fallait pas plus pour qu'une polémique nationale s'enclenche, et pour qu'un stage syndical de quelques dizaines de personnes devienne selon certains une « menace pour la république »...

Zéro pointé pour l'élève Blanquer

Blanquer a qualifié l'initiative de « réunion syndicale triant les membres sur la base de leur origine », et annoncé qu'il porterait plainte. L'objet de la plainte n'est pas l'organisation des ateliers en non-mixité : le ministre a en effet précisé qu'il irait en justice pour « diffamation », « puisque ce syndicat [SUD-éducation 93] a décidé de parler de racisme d'État ».

Autrement dit, Blanquer porte plainte contre l'usage « d'un concept utilisé et pensé par des chercheuses et chercheurs mais aussi par des dizaines de structures associatives, syndicales ou politiques », comme l'a rappelé Solidaires dans un communiqué. La culture scientifique



DR

du ministre laisse à désirer, sans même parler de sa culture juridique : il n'est pas possible de porter plainte pour diffamation contre une personne morale (entreprise, association, syndicat...).

Il s'agit en outre d'une atteinte manifeste aux libertés syndicales : pour citer à nouveau Solidaires, « il n'est pas question que l'extrême droite ou des ministères s'immiscent dans les contenus des formations syndicales ». Si Blanquer et ses amis veulent discuter des formations de Sud-éducation, nous ne pouvons que leur conseiller d'adhérer au syndicat...

C'est l'antiracisme qui est visé

En réalité, c'est à l'ensemble du mouvement antiraciste que Blanquer et le gouvernement s'en prennent, et l'on ne s'étonne guère que les députés FN aient applaudi l'intervention

du ministre à l'Assemblée. Le pouvoir entend-il réellement, par ces manœuvres d'intimidation, faire taire celles et ceux qui dénoncent le racisme pour ce qu'il est, c'est-à-dire un phénomène structurel, ancré dans les institutions, et pas seulement un problème de relations entre individus ? Que les choses soient claires : nous ne céderons pas aux pressions et nous continuerons de dénoncer et combattre le racisme dans toutes ses manifestations, y compris et notamment le racisme d'État.

La remise en question de la possibilité, pour les personnes victimes d'oppressions et de discriminations, de se réunir entre elles, est quant à elle non seulement une atteinte aux libertés, mais aussi et surtout une négation des vertus, largement démontrées par l'histoire du mouvement féministe, des espaces

en non-mixité, qui font partie des outils de prise de conscience et d'émancipation collective. N'en déplaise à certains calomnieux, il ne s'agit pas de prôner la séparation permanente, mais bien de construire un rapport de forces contre les discriminations, comme le rappelle SUD-éducation : « la non-mixité choisie et temporaire est une stratégie de résistance politique à des dominations structurelles telles que le racisme ou le sexisme ».

Au côté de SUD-éducation... et des autres

Dans une parfaite inversion des rôles, ce sont celles et ceux qui luttent concrètement contre le racisme qui se retrouvent sur le banc des accusés, tandis que les racistes authentiques – et ceux qui, par leurs silences complices, les appuient – jouent le rôle de petits procureurs. Jean-Michel Blanquer tente-t-il de faire oublier qu'il appartient à un gouvernement qui organise la chasse aux migrantEs, refuse de régulariser les sans-papiers, couvre les violences policières racistes dans les quartiers populaires et mène à l'étranger une politique néocoloniale digne de ses prédécesseurs ? Nous ne sommes pas dupes de cette offensive grossière et nous continuerons d'être au côté des antiracistes, contre les tartuffes qui instrumentalisent les questions de discriminations pour tenter de faire taire la critique et la contestation.

Julien Salingue

FRANCE INSOUMISE La « révolution citoyenne » attendra

La France insoumise tenait sa première convention à Clermont-Ferrand les 25 et 26 novembre. La FI affiche l'ambition de « fédérer le peuple, en faire l'acteur principal de toute transformation de notre société, et favoriser son auto-organisation ».

Comment cette promesse se traduit-elle dans la première échéance du mouvement, que Jean-Luc Mélenchon qualifie de « passage officiel, incontestable au collectif » ?



CHARMAG

Qui décide ?

Les échanges du samedi après-midi ont été organisés sous la forme de tables de huit personnes qui ont « cogité » et discuté autour des thèmes des trois campagnes. Les « restitutions » n'ont eu ni comme fonction ni comme résultat de trancher les questions qui pourraient fâcher... Par exemple : au-delà de l'arrêt des centrales anciennes, sortir du nucléaire non seulement civil mais aussi militaire ! Le dimanche matin a été consacré à des ateliers pratiques (porte-à-porte...). Le tout était encadré de longs discours, dont celui de plus d'une heure

quinze de Jean-Luc Mélenchon en ouverture (bien qu'il affirme « Je ne suis pas le chef »), et celui de Manuel Bompard en clôture. Les formes peuvent être innovantes et chaleureuses, elles peuvent être adaptées et utiles pour nourrir la construction collective d'une action militante. Elles sont d'ailleurs

empruntées au mouvement social, à des mouvements de résistance et de désobéissance. Mais s'agissant de la construction d'un mouvement, d'une organisation, elles servent de masque à un fonctionnement en réalité très vertical et descendant, à l'absence de débats et de démocratie.

« Un mouvement collectif et transparent » ?

Mauvais procès ? Il suffit pourtant de jeter un œil aux « principes » de la FI. Sous l'affirmation « La France insoumise est un mouvement collectif et transparent », ils actent la « consultation en ligne des insoumis » pour solde de tout débat pour déterminer « ses principales orientations et campagnes ». Exit l'échange d'arguments, la conviction mutuelle et l'élaboration collective... pour ne laisser place qu'à l'approbation (ou non) des propositions de la direction.

La « charte des groupes d'action » (qui remplacent les groupes d'appui de la campagne) promet l'autonomie mais fixe des règles qui les privent de tout pouvoir réel. Le nombre de participantEs ne peut excéder quinze membres, « aucun groupe ou rassemblement de groupes ne peut constituer de structures intermédiaires permanentes », et ils ne disposent d'aucune autonomie financière... On est loin de la « révolution citoyenne » !
Christine Poupin

Cette mise à la retraite est aussi une garantie que sa femme Grace Mugabe ne lui succédera pas.

Pas d'État de Grace

En effet, la femme de Mugabe a réussi à symboliser tous les maux de ce régime, la corruption et le gaspillage de l'argent de l'État – d'où son sobriquet de Gucci Grace du nom de la marque de luxe –, l'arrogance et la violence – le dernier épisode en date fut l'agression contre un mannequin dans un hôtel en Afrique du Sud –, l'arrivisme et les pires manœuvres pour succéder à son mari.

Autour d'elle dans la ZANU-PF, le parti au pouvoir, s'est créée une nouvelle génération de quadragénaires, comme le ministre de l'Éducation Jonathan Moyo ou celui du Développement rural et du Logement Saviour Kasukuwere. Ce réseau d'apparatchiks, connu sous le nom de G40, a tout fait pour écarter les éventuels successeurs de Mugabe. Ainsi Joice Mujuru, une vétérane de la guerre de libération, a été limogée en 2014, puis ce fut au tour d'Emmerson Mnangagwa qui a dû se réfugier en Afrique du Sud. Cette dernière éviction ouvrait la voie à la prise du pouvoir par Grace Mugabe et le G40. Ce que les responsables de l'armée n'ont pas accepté, d'où leur intervention.

Crocodile contre vieux lion

Emmerson Mnangagwa est donc revenu de son court exil, pour être nommé président par intérim et concourir sous les couleurs de la ZANU-PF à la prochaine élection présidentielle.

Cet ancien guérillero, surnommé le crocodile pour avoir fondé le groupe éponyme de combattants dans les années 1960, a rapidement

ZIMBABWE Le lion est mort (politiquement) ce soir

C'est un soulagement pour les populations de voir le vieux lion, comme Mugabe lui-même aime s'appeler, obligé de quitter le pouvoir. Une revanche pour toutes celles et tous ceux qui ont eu à souffrir de sa politique.



DR

occupé les postes clefs des gouvernements : les finances, la sécurité d'État puis la défense. Il est l'homme de Mugabe, et même l'homme des basses besognes. Il a été en charge, dans les années 1980, d'écraser la ZAPU, un groupe politique rival de la ZANU-PF et, à ce titre, il est responsable de la mort de plus de dix mille personnes lors du massacre de Matabeleland, région acquise à l'opposition. Sa participation au durcissement de la dictature et au désastre économique figure dans son palmarès tout comme son enrichissement par

la corruption, marque de fabrique des élites de ce pays.

Au vu du pedigree de ce dirigeant, son retour triomphal à Harare, la capitale du pays, peut susciter des interrogations. Certes, dans son premier discours il a dit ce que les gens voulaient entendre, qu'il allait garantir la démocratie et la liberté et œuvrer à la création d'emplois, mais la raison principale de sa popularité réside dans sa réussite à écarter Mugabe du pouvoir. Il apparaît pour les populations comme la seule alternative crédible d'autant que l'opposition

politique dans le pays est affaiblie et divisée.

Les illusions ne sont pas de mise sur ce nouveau pouvoir, qui n'est que l'émanation de l'ancien. Le seul point positif, mais il est de taille, est l'irruption des populations sur la scène politique. Au contraire de l'Angola où, avec l'élection de João Lourenço, on assiste à un re-partage du pouvoir au sein du MPLA, avec l'éviction de la fille de l'ancien président Dos Santos de la société pétrolière Sonango et, pour l'instant, une population spectatrice de ces rivalités entre clans. Dans le cas du Zimbabwe, le combat entre les deux fractions de la ZANU-PF a occasionné de puissantes manifestations, jamais vues depuis le rassemblement de 1980 pour fêter la libération du pays du joug raciste de Ian Smith, alors Premier ministre de la Rhodésie, l'ancien nom du Zimbabwe. Cette volonté populaire de tourner définitivement la page de l'ère Mugabe ouvre l'espace politique, et l'élection présidentielle qui devrait se tenir en 2018 va certainement contribuer à entretenir cette mobilisation, née avec le départ de Mugabe, qui reste un beau cadeau de fin d'année pour les populations.

Paul Martial

LIBAN Le retour de la politique du vide ?

Les pressions saoudiennes sur le Premier ministre libanais Saad Hariri ont presque eu gain de cause d'un court état de grâce. Hariri a certes «suspendu» sa démission le 22 novembre 2017, mais le Liban n'est pas loin de renouer avec une politique du vide caractéristique des années post-2005, une fois le retrait des troupes syriennes du Liban effectué.

Saad Hariri s'était donné la stature d'un homme de compromis. La politique de la main tendue à la Coalition adverse du 8 mars – emmenée par le Hezbollah – avait abouti à l'élection à la présidence de la République de Michel Aoun, en octobre 2016, et à la naissance d'un gouvernement d'union nationale, deux mois plus tard.

Mais les échelles libanaise et régionale se confondent. Trump et les Saoudiens ont fait de l'Iran, du Hezbollah – et du Hamas palestinien – des ennemis à abattre. La perspective d'un gouvernement d'union nationale libanais, si elle faisait sens au Liban, rentrait ainsi de plus en plus en contradiction avec les grandes lignes de force régionales.

Saad Hariri, un héritier

Hariri porte à bout de bras un Courant du futur qui est en manque de récit historique – notamment pour la communauté sunnite, qu'il peine de plus en plus à mobiliser. Son père Rafiq Hariri (1944-2005) pouvait se prévaloir de ses origines populaires, d'un engagement passé dans les rangs du Mouvement des nationalistes arabes (MNA), inspiré du nassérisme, de la figure du self-made man et d'un Rockefeller libanais attaché à la reconstruction du Liban post-guerre civile. Les

années 1990 fonctionnaient selon un partage des tâches : le Premier ministre Rafiq Hariri soutenait officiellement la résistance militaire d'un Hezbollah au sud du Liban occupé par Israël, et pouvait inscrire ses mandats dans un grand récit relatif au conflit israélo-arabe et à la cause palestinienne. Cela n'empêchait pas une opposition sur le volet économique, mais la complémentarité fonctionnait – jusqu'à un certain point.

Le fils ne peut avoir ces prétentions : il est «l'héritier de». Il peut bien essayer de mobiliser la communauté sunnite libanaise : mais il manque d'une véritable narration historique. En conséquence, sa base populaire s'érode. Le soutien saoudien devient en outre plus handicapant que par le passé : le récent rapprochement israélo-saoudien n'aide pas à gagner en popularité, ni au Liban ni dans le monde arabe.

Entre le marteau saoudien et l'enclume salafiste

L'une des options serait de se mobiliser contre le Hezbollah, et faire de l'épouvantail iranien le cœur de la politique libanaise. En ce cas, il renoncerait à un pouvoir logiquement fondé sur l'idée d'un compromis communautaire avec les chiites. Au pire, il s'engagerait dans une logique de confrontation



DR

civile et communautaire avec le Hezbollah.

Ou bien le Courant du futur choisit le compromis national, l'idée de Saad Hariri depuis novembre 2015. Mais cette option a montré ses limites : il s'est retrouvé débordé par un front du refus allant des courants fondamentalistes sunnites libanais les plus radicaux à des figures nationales de son propre parti (Mustapha Allouch, Muin Merabi) lui reprochant de faire trop de concessions à ses adversaires. La politique saoudienne a fait le reste.

Le Courant du futur est également venu à bout de sa logique originelle : dans la seconde moitié des années 2000, il fonctionnait sur la dénonciation systématique d'une mainmise syrienne sur le Liban, en dépit du retrait militaire de 2005.

En 2017, cette stratégie ne porte plus : c'est désormais moins un régime syrien qui est présent au Liban, qu'une formation politique libanaise, le Hezbollah, qui est militairement présente en Syrie. Opposé à Bachar al-Assad, la coalition du 14 mars voulait voir la Syrie dehors : la ruse de l'histoire fit qu'au final ce fut un parti libanais à dimension régionale qui imposa sa marque en Syrie. Reste alors l'éternel repoussoir iranien : mais ce terrain est désormais occupé par d'autres.

Saad Hariri est ainsi pris entre le marteau d'une Arabie saoudite puissante et soucieuse de son influence régionale, une logique d'État, et l'enclume d'un radicalisme salafiste qui a un projet et une utopie – fût-elle mortifère. **À Beyrouth, Nicolas Sabil**



Le monde en bref

ÉGYPTE Attentat meurtrier.

Le 24 novembre, une mosquée d'al-Rawdah, un village situé à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'al-Arish, capitale de la province du Nord-Sinaï, a été la cible d'un terrible attentat : plus de 300 morts dans une explosion suivie d'une fusillade, après qu'une trentaine d'hommes masqués et armés ont encerclé le bâtiment.

Cet attentat, le plus meurtrier qu'ait connu l'Égypte, confirme la situation sécuritaire catastrophique du pays, et l'incapacité du pouvoir central à juguler les groupes jihadistes qui se développent, notamment dans le Sinaï, depuis le putsch contre Mohammad Morsi en juillet 2013.

La «réponse» du pouvoir militaire ne s'est pas fait attendre, avec des bombardements qui auraient fait près d'une vingtaine de victimes. La fuite en avant du dictateur Sissi se poursuit donc, confirmée par des déclarations dans lesquelles il affirme que l'armée va continuer d'avoir recours à la «force brutale».

La stratégie ultra-répressive de Sissi est depuis longtemps dénoncée par les ONG, non seulement du point de vue des droits humains, mais aussi de son inefficacité. Human Rights Watch expliquait ainsi en octobre dernier : «*La politique antiterroriste de l'Égypte, ternie par de graves abus et prétexte à étouffer toute forme de contestation pacifique, constitue probablement un terreau propice à la radicalisation. Les jeunes se retrouvent sans moyen d'exprimer pacifiquement leur opposition. (...) Les attaques violentes sont globalement en hausse. De vastes opérations militaires se sont étendues à al-Arish, la plus grande ville du gouvernorat du Nord-Sinaï. Plusieurs études montrent que les prisons égyptiennes deviennent un milieu fertile pour la radicalisation.*»

Le dernier attentat en date est une sanglante démonstration de la justesse de ces analyses, et des conséquences tragiques, pour la population, de l'escalade mortifère que se livrent la dictature et les groupes jihadistes, ses meilleurs ennemis.

JS

IRAN Répression

Mahmoud Salehi, militant ouvrier iranien, a pu sortir de prison le 24 novembre en raison de son état de santé alarmant. Il souffre en effet d'insuffisance rénale grave, et ne vit que grâce à deux dialyses hebdomadaires.

Son incarcération, et surtout les photos le montrant menotté à son lit d'hôpital situé au sein de la prison, avaient soulevé un tollé en Iran et à l'étranger. Plusieurs organisations syndicales, dont le collectif syndical français (regroupant CGT, CFTD, Solidaires, FSU et UNSA), ainsi que des ONG comme Amnesty International, avaient vigoureusement protesté contre cette incarcération ainsi que celle d'autres militants comme Reza Shahabi, qui sont par contre toujours en prison.

Il faut noter que cette libération est assortie du versement par plusieurs de ses amis ainsi que sa famille d'une somme d'argent présentée comme «compensant» les jours de prison qui lui restaient à faire!

La pression internationale doit continuer et même s'intensifier afin de rendre cette libération totale et irréversible, et obtenir celle de Reza Shahabi et d'autres militants syndicalistes emprisonnés.

DL



DR

LA SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE CATALAN, UNE NÉCESSITÉ POLITIQUE

La mobilisation populaire catalane contre l'État central espagnol est légitime et, pour le NPA, un élément extrêmement important de la situation politique. Elle pourrait déstabiliser un État capitaliste clé dans l'Union européenne et encourager notre camp social. Le NPA a donc toujours affirmé sa solidarité pleine et entière avec le peuple catalan en lutte pour son droit à l'autodétermination. Il dénonce le gouvernement Rajoy et ceux qui, en France et en Europe, le soutiennent. Manifestement cette position ne va guère de soi dans le mouvement ouvrier, et même à l'extrême gauche!

L'autodétermination, un combat juste

Notre positionnement s'appuie sur des principes politiques fondamentaux, dans une situation concrète. Faire gagner le peuple catalan participe à l'amélioration du rapport de forces pour les classes populaires et pour mettre en grande difficulté les classes dominantes.

La question nationale combine des éléments d'histoire, de culture, de rapports de domination et d'opportunité politique. Nous faisons la différence entre des mobilisations réactionnaires, que nous combattons, et celles qui reposent sur des aspirations démocratiques et sociales. La (re)montée du sentiment indépendantiste en Catalogne contre la monarchie réactionnaire et corrompue se fait à l'inverse de la logique d'extrême

droite de la Ligue du Nord ou du Vlaams Belang.

Un conflit de classe à l'intérieur du mouvement

Des contradictions existent au sein d'un phénomène combinant l'action de politiciens bourgeois, de secteurs petits-bourgeois et populaires réinvestissant les dynamiques des Indignés. Nous devons comprendre la dynamique et comment l'approfondir. Le parti indépendantiste bourgeois de Puigdemont, au pouvoir, a constamment tenté de limiter le processus, mais il a souvent dû aller plus loin qu'il ne le voulait sous la pression de la mobilisation populaire et des CUP (Candidatures d'unité populaire). La grande bourgeoisie catalane est ralliée à un État espagnol aux résurgences franquistes, qui lui promet une plus grande stabilité et la répression contre le mouvement ouvrier. D'un autre côté, l'auto-organisation reste insuffisante face aux enjeux, et une partie de la classe ouvrière se sent peu concernée par le projet indépendantiste actuel.

Le chemin de la révolution permanente

La bourgeoisie catalane, comme les partis de la petite-bourgeoisie, ne peut faire aboutir le processus, car elle est trop liée au fonctionnement du système. L'intervention des anticapitalistes et des révolutionnaires combine donc plusieurs points :
– Reconnaître le référendum du 1^{er} octobre qui institue la République.

– Encourager tout ce qui permet une jonction avec le reste du prolétariat de l'État espagnol pour abattre le régime monarchique et les politiques capitalistes.

– Construire la mobilisation par en bas, dans les classes populaires, pour un processus constituant, ce que font nos camarades d'Anticapitalistes dans les Comités de défense de la République.

– Pousser les revendications sociales et de rupture : réquisition des banques et des grandes entreprises qui délocalisent leur siège à Madrid, plan massif pour le logement et les énergies renouvelables, expulsion de la police d'État et remise en cause de la police régionale (Mossos), une citoyenneté catalane pour toutes les habitantEs quelle que soit leur origine.

Nos camarades d'Anticapitalistes, qui interviennent dans Podemos/Podem depuis sa fondation, partagent cette problématique. Les CUP ont rompu récemment avec le gouvernement de Puigdemont. On peut discuter tactique avec ces militantEs, mais notre tâche, en France, est avant tout de « balayer devant notre porte », de construire un front unitaire démocratique qui s'oppose à la monarchie des Bourbon, à Rajoy, à Macron et à l'Union européenne, pour demander la libération des prisonniers politiques, le rejet de l'article d'exception 155, et qu'ils mettent bas les pattes devant la Catalogne.

Antoine Larrache, Christian Babel et Olivier Besancenot

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE CATALANE!

Malgré la répression de Madrid, une vaste mobilisation populaire a réussi à imposer la tenue du référendum d'autodétermination du 1^{er} octobre. Avec une participation officielle de 42% et plus de 90% pour le oui, le référendum a donné une légitimité au lancement d'un processus constituant d'une république catalane. Mais les deux principaux partis bourgeois indépendantistes (PDeCAT et ERC) ont cherché à utiliser les résultats du référendum pour négocier une autonomie accrue avec Madrid. Face au refus de Rajoy, ils ont déclaré symboliquement l'indépendance sans même essayer de la concrétiser. Quand la Catalogne a été mise sous tutelle, ils n'ont pris aucune initiative pour mobiliser la population et résister. Et pour les élections du 21 décembre convoquées par Rajoy, ils ont prévenu qu'ils ne prendraient aucune décision unilatérale!

La bourgeoisie ne veut pas de l'indépendance

Comment comprendre cette trahison? Par le fait que la bourgeoisie ne veut pas de l'indépendance. Les bourgeois peuvent se dire « catalanistes » quand la mer est calme, mais ils retrouvent vite leur « hispanité » lorsque souffle le vent de la tempête. La rupture avec Rajoy n'est pas bonne pour leurs profits. Il faut aussi rappeler que le mouvement indépendantiste n'est pas un « nationalisme de riches », porté

par des forces ultra-réactionnaires, comme en Flandre ou en Lombardie. L'aspiration à l'indépendance est liée à la volonté de rompre avec la monarchie et d'instaurer une république plus accueillante pour les migrantEs et plus avancée sur le plan social.

La gauche réformiste (Podemos, Catalogne en commun de la maire de Barcelone) défend abstraitement le « droit à l'autodétermination », mais dans la pratique elle le subordonne au bon vouloir du gouvernement central! Toute solution non négociée avec Madrid ne serait pas légitime, et c'est pourquoi ils n'ont pas reconnu la légitimité du référendum et de la déclaration d'indépendance. Et ils n'ont rien fait pour mobiliser les travailleurs de l'État espagnol contre le putsch et la répression.

Alors que la bourgeoisie soi-disant indépendantiste est incapable de mener le combat pour la république catalane, les révolutionnaires doivent se faire les défenseurs conséquents de cette aspiration, qui a été tranchée par le référendum. On ne peut à cet égard que déplorer que la IV^e Internationale (ex SU) n'ait pas fait la moindre critique à la direction indépendantiste bourgeoise. Il faut s'appuyer sur les « comités de défense de la république » (CDR) pour chercher à donner un contenu de classe à la future république. Alors que les patrons n'ont pas hésité à faire du chantage à la délocalisation, il faut poser la question du contrôle des

entreprises par les travailleurs, de la nationalisation des secteurs clés de l'économie, de l'émission d'une nouvelle monnaie sous le contrôle des structures d'auto-organisation. Précisons ici que ce n'est pas en méprisant le sentiment national catalan, mais en l'articulant avec les revendications sociales, qu'on pourra construire une mobilisation de masse qui ouvrira une brèche dans l'ordre bourgeois européen.

Les responsabilités de la CUP

Dans le processus en cours, nos camarades de la CUP, regroupement indépendantiste et anticapitaliste qui a une influence de masse, ont de grandes responsabilités. Leur projet indépendantiste est basé sur la démocratie directe d'assemblées locales qui se coordonneraient. Ils défendent le socialisme, la planification, la nationalisation des secteurs clés de l'économie, la rupture avec l'UE. L'indépendance n'est pas présentée comme une fin en soi, mais comme un moyen pour construire le socialisme. Ils jouent un rôle important dans les CDR. Ils ont décidé d'aller aux élections du 21 décembre, indépendamment des partis indépendantistes bourgeois, en se présentant comme la liste des gens qui ont défendu les écoles et porté la grève générale. Il est facile, vu de France, de considérer comme une trahison la participation aux élections du 21 décembre. C'est une question complexe, et cette participation semble correspondre aux aspirations des masses.

Gaston Lefranc

LA CATA



Depuis le référendum du 1^{er} octobre, la situation en Catalogne est à la « Une » de l'actualité. Nous avons essayé, dans nos colonnes, de suivre l'évolution de la situation et les étapes successives de la crise des institutions de l'État espagnol : répression brutale lors du scrutin, vraie-fausse déclaration d'indépendance, généralisation de la politique de la matraque avec le recours à l'article 155 de la Constitution, arrestations, condamnations et fuites des dirigeants indépendantistes... Nous nous sommes aussi fait l'écho des discussions qui traversent la gauche radicale en Catalogne et, au-delà, dans tout le pays, en donnant régulièrement la parole à nos camarades d'Anticapitalistes, branche catalane d'Anticapitalistas, section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol. Des discussions concrètes, liées à des choix concrets dans une situation instable et mouvante, qui connaîtra un nouveau « temps fort » avec les élections du 21 décembre. La situation en Catalogne pose aussi un certain nombre de questions aux organisations du mouvement ouvrier en France, et suscite des débats entre elles, et en leur sein. Le NPA n'y échappe pas, c'est pourquoi nous avons décidé de consacrer une double page à l'exposition de divers points de vue qui, s'ils ne sont pas nécessairement contradictoires, expriment des nuances dont l'expression contribuera, espérons-le, à préciser et enrichir le débat.

EN

DÉFENDRE LA UNE POLITIQUE NOTRE CAMP

« **P**our autant que la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, nous sommes toujours pour, en tout état de cause et plus résolument que quiconque, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour son propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime; aucune tolérance pour la recherche de privilège de la part de la nation opprimée ».
Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes

À moins de ne pas avoir vu l'ampleur du soutien au référendum du 1^{er} octobre en Catalogne, personne ne peut nier l'existence du peuple catalan et sa volonté d'indépendance. Nous ne pouvons détourner la tête, lorsqu'on matraque des hommes et des femmes qui veulent pouvoir décider. Nous défendons bien sûr de manière inconditionnelle ce

CATALOGNE



LE DÉBAT

LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION, MENER UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE DE CLASSE POUR QUE PODAMOS NE DISPUTE LA DIRECTION DU PROCESSUS

droit démocratique : « cette liberté de séparation ».

Mais défendre inconditionnellement ce droit implique tout autant de défendre inconditionnellement une politique d'indépendance de classe. C'est d'autant plus important qu'en Catalogne le processus est dirigé par une frange de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Pour autant, il serait erroné de nier son caractère populaire et de classe : 80 % de la population de Catalogne est pour le droit de décider. Lorsqu'on atteint ces proportions, il est difficile de dire que la classe ouvrière est en dehors du processus. Quoi qu'il en soit, il y a des manifestations de soutien très claires du mouvement ouvrier : les dockers de Barcelone se sont opposés à l'arrivée de la Guardia Civil dans le port de Barcelone. Des centaines d'enseignantEs ont occupé leurs établissements afin d'accueillir les bureaux de vote pour la consultation sur l'indépendance. Les travailleurEs de la chaîne catalane TV3 ont battu en brèche, par leurs mobilisations, l'application de l'article 155 qui

impliquait la mise sous tutelle de leurs conseils de rédaction à Madrid. Sans oublier les tentatives de grève générale des 3 octobre et 8 novembre.

Une politique d'indépendance de classe : voilà notre boussole. Mais ce n'est pas ce qu'ont défendu nos porte-parole et encore moins Anticapitalistas. Sans que ce soit tranché au comité exécutif du parti, trois de nos porte-parole ont signé une tribune sur *Mediapart* qui, en plus de surestimer la situation en parlant de « révolution démocratique » et d'« ouverture de processus constituant sur la base de l'action des peuples dans tout l'État espagnol », ne marque pas la moindre distance vis-à-vis du gouvernement catalan qui n'est pas en reste dans les politiques d'austérité. Pour Anticapitalistas, sa politique ne cesse d'osciller entre différents écueils, en commençant par une politique qui ne se différencie pas de la bourgeoisie qui dirige le processus, pour finir par voter le 21 décembre prochain pour « Catalunya en comu » regroupement de « Podem » et de la maire

de Barcelone qui défend un droit à l'autodétermination virtuel car devant être négocié et acté, selon eux, avec Madrid.

Pourtant avec leurs députés, ces camarades ont les moyens de s'adresser largement autour d'eux pour que la lutte pour l'émancipation nationale renforce la lutte pour l'émancipation sociale. Ils pourraient donner un contenu de classe à la revendication de république catalane, dans le sens d'un gouvernement des travailleurEs. Par exemple, une mesure comme la réquisition des banques sous contrôle du monde du travail pourrait être reprise, et cela d'autant plus que les sièges sociaux des principales banques catalanes sont partis pour Madrid. Proposer l'application de ces mesures pour l'ensemble de l'État espagnol, favoriser toutes les formes d'auto-activité et défendre les moyens d'imposer ces mesures par la grève générale : voilà une politique qui s'émanciperait de la bourgeoisie catalane et de Madrid et qui pourrait unifier notre classe. **Anticapitalisme et Révolution**

QUESTION CATALANE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

La question catalane constitue un test pour les révolutionnaires et suscite des débats à l'intérieur même du NPA, concernant la question du droit à l'autodétermination, mais aussi de l'indépendance de classe et le rôle des révolutionnaires dans le processus.

Droit à l'autodétermination mais...

D'un côté, certains camarades, tout en affirmant défendre le droit à l'autodétermination, mettent l'accent sur le caractère de classe hétérogène du mouvement et débouchent sur une logique qui conditionne le droit à l'autodétermination au fait que ce soit la classe ouvrière qui soit au centre.

Une position qui sous-estime comment, aujourd'hui, la question catalane remet en cause, structurellement, le pacte constitutionnel de 1978 qui a permis à la monarchie de survivre et grâce auquel le bipartisme PSOE-PP a assuré la domination du capital impérialiste espagnol sur le monde du travail dans tout le pays en mettant un coup d'arrêt à la poussée conflictuelle qui avait caractérisé les années 1970. Il s'agit également d'une incompréhension profonde, liée à une certaine tradition trotskiste, de la question démocratique et de la question nationale qui ne voit, au mieux, qu'un leurre-à-propos, dans le pire des cas un piège-à-cons. À l'opposé de cette conception, Trotski, dans un courrier

adressé à ses partisans dans l'État espagnol en 1931, disait :

« Où est le danger des illusions nationales petites-bourgeoises ? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux. Les communistes espagnols peuvent le combattre avec succès, mais d'une seule manière : en dénonçant implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et en gagnant ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste qui est maîtresse du pays, contre le nationalisme révolutionnaire-démocratique de la petite-bourgeoisie d'une nation opprimée ».

Les dangers du manque d'indépendance politique et de classe

En face, les camarades liés à la majorité de la IV^e Internationale (Secrétariat unifié), qui, là aussi en suivant une certaine tradition historique, voient les potentialités ouvertes dans la situation mais ont une forte tendance à la dissolution au sein du mouvement et au refus de critiquer ses directions. Ainsi, un appel international publié sur *Mediapart* début octobre et signé par nos porte-paroles parlait d'une « révolution démocratique » qui aurait commencé en Catalogne, sans à aucun moment exprimer la moindre délimitation à l'égard de sa direction bourgeoise. Or, l'essentiel de l'intervention des révolutionnaires dans

le mouvement devrait être de combattre les illusions sur cette direction qui allait forcément capituler pour pousser à l'action indépendante des travailleurEs. À la question de l'indépendance de classe s'ajoute celle de l'indépendance politique. Sur ce plan les militantEs du courant Anticapitalistas, lié à la majorité de la IV^e Internationale (SU) se trouvent traversés par la contradiction de leur appartenance à Podemos, dont la direction est ouvertement hostile au mouvement indépendantiste. Ce qui les amène concrètement, après s'être en partie dissous dans le mouvement indépendantiste, à se présenter a priori lors des élections du 21 décembre sur une liste ouvertement hostile à ce même mouvement...

Action indépendante des travailleurs pour une république catalane socialiste

Face à ces deux positions symétriquement erronées, les révolutionnaires doivent se battre à l'intérieur du mouvement indépendantiste pour une intervention indépendante du mouvement ouvrier, et dire haut et fort que la république catalane ne sera possible qu'en tant que république des travailleurEs et du peuple, socialiste, dans une lutte commune avec les travailleurEs de tout l'État espagnol contre l'espèce de « nouvelle restauration bourgeoise » en cours et le régime de 1978 et dans le cadre d'une fédération socialiste ibérique.

Daniela Cobet

DROIT À L'AUTODÉTERMINATION, NATIONALISME ET INDÉPENDANCE DE CLASSE

Il est fréquent de réduire l'internationalisme à la solidarité. Oui, nous sommes solidaires face à la répression, au diktat de l'État espagnol, nous défendons le droit à l'autodétermination. Mais le débat est de savoir si on milite pour l'indépendance, autrement dit si on s'aligne sur les indépendantistes en reprenant à notre compte leur nationalisme, leur république. Et s'il faut aller en convaincre la majeure partie de la classe ouvrière de Catalogne venue du reste de l'Espagne et d'ailleurs, qui n'y est pas favorable ou pour le moins réticente. À noter que les milieux nationalistes, y compris sa soi-disant extrême gauche, continuent à puiser leurs cadres et leurs forces vives à l'extérieur des grandes villes et des quartiers populaires.

Notre internationalisme est une politique pour la classe ouvrière en toute indépendance des forces nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises. Ce qui nous importe ce sont les conséquences sur le terrain de la lutte de classe, au sein de la classe ouvrière en Catalogne et dans le reste de l'État espagnol. Une classe ouvrière pour l'essentiel spectatrice, déboussolée, divisée.

Une polarisation qui n'ouvre aucune issue pour la classe ouvrière

Les grandes luttes de 2011 ont été captées, détournées, confisquées,

d'abord par Podemos, puis par les nationalistes de tout poil. La politique de Mas et Puidgemont, avec le soutien de l'ERC et de la CUP, a été de reprendre la main en canalisant le mécontentement en sa faveur par une fuite en avant et l'injonction à se rallier aux nationalistes catalans face à Rajoy. Cette polarisation entre nationalistes catalans et nationalistes espagnols est un piège qui fonctionne des deux côtés, en renforçant la partie la plus réactionnaire du Parti populaire au pouvoir, la monarchie devenue la garante de la paix civile aux yeux d'une grande partie de la population espagnole, alors qu'elle était déconsidérée.

La révolution permanente imaginaire

La presque totalité des courants trotskistes, issus du Secrétariat unifié ou non, expriment aujourd'hui une politique suiviste sur le terrain du nationalisme catalan. Pour la majorité des courants révolutionnaires, il faudrait que la classe ouvrière s'empare de la question nationale pour mener jusqu'au bout la lutte pour les droits démocratiques. Et du coup transformer la révolution démocratique (bourgeoise) en révolution socialiste. CQFD... Non seulement il manque justement la mise en mouvement réelle de la classe ouvrière ; et la politique d'un parti ayant une influence réelle sur la classe ouvrière. Mais

la politique d'un tel parti se situerait du point de vue de l'ensemble des travailleurEs et ne pourrait reprendre le moindre élément de nationalisme même si bien sûr elle reconnaîtrait le droit à l'autodétermination.

Sous l'apparence d'une politique indépendante pour la classe ouvrière, il s'agit au mieux d'un soutien très critique et d'apparence radicale et de classe au nationalisme catalan. Une façon de s'aligner en espérant le miracle d'une « transcendance ». En pensant agir au nom de la solidarité concrète, on ne fait ainsi qu'accompagner la politique des autres.

Changeons de partition

Nous défendons bien évidemment le droit au divorce. Et nous nous opposons à toute répression visant à étouffer l'expression de ce droit démocratique. Mais cela ne nous autorise pas pour autant à nous aligner derrière ceux qui ont cherché depuis le début à provoquer par tous les moyens ce divorce, comme la réponse la plus efficace destinée à canaliser et à détourner une révolte sociale.

Nous militons pour l'indépendance du prolétariat, son unité pour défendre ses droits sociaux et démocratiques dans la perspective d'un pouvoir des travailleurEs garantissant le droit à l'autodétermination dans le cadre d'une Europe des travailleurEs et des peuples.

Florès Albani, Jean-François Cabral, Yvan Lemaitre

RUTHÉNIUM 106

Un Yalta nucléaire sur le dos des peuples

L'information a commencé à circuler début octobre, après que les réseaux de balises européens ont détecté une radioactivité anormale de l'air. Depuis, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le gouvernement Macron couvrent les mensonges des dirigeants russes sur les conséquences de l'incident en Russie et en Europe.

Le 9 novembre, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) suspectait un accident nucléaire survenu fin septembre 2017 «entre la Volga et l'Oural» (vraisemblablement le site militaire-industriel de Mayak), en précisant : «la quantité de ruthénium 106 rejetée estimée par les simulations de l'IRSN est très importante, comprise entre 100 et 300 térabecquerels».

«Une contamination durable»

Selon la CRIIRAD (labo indépendant), c'est un chiffre «375 000 fois supérieur au rejet annuel maximal autorisé de la centrale nucléaire de Cruas. Le ruthénium 106 (...), une fois retombé au sol et sur le couvert végétal, va induire une contamination durable». Pour l'IRSN «du fait des quantités rejetées, les conséquences d'un accident de cette ampleur en France auraient nécessité localement de mettre en œuvre des mesures de protection des populations sur un rayon de l'ordre de quelques kilomètres autour du lieu de rejet. Pour ce qui concerne les denrées alimentaires, le dépassement des niveaux maximaux admissibles (...) serait quant à lui observé sur des distances de l'ordre de quelques dizaines de kilomètres.» Les autorités russes ont nié durant deux mois, avant d'admettre l'accident le 20 novembre. Mais, bizarrement, leurs mesures de contamination sont 300 fois plus faibles que les simulations de l'IRSN. Les organismes officiels européens se sont contentés de rassurer sur «l'absence de conséquences sanitaires sur le territoire européen», passant sous silence la situation en Russie.

Mensonges et complicités

Depuis, l'OMS se tait et l'AIEA laisse violer ses propres conventions de «notification rapide d'un accident nucléaire» et «d'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique». Silence aussi de l'IRSN et de ses ministres de tutelle Nicolas Hulot et Agnès Buzyn. Étonnant pour celle qui a présidé pendant 5 ans le conseil d'administration de l'IRSN puis l'Institut national du cancer ! Pire, d'ici janvier 2018, l'un et l'autre passeront par décret le niveau d'exposition admissible de 1 millisievert (mSv)/an à 20 mSv/an et à 100 mSv/an après un accident nucléaire : moins de populations déplacées, moins d'indemnités de l'État. L'AIEA, l'OMS et le gouvernement Macron couvrent les mensonges des dirigeants russes sur les conséquences de l'incident en Russie et en Europe. Un «Yalta nucléaire», pour ne pas mettre en péril les intérêts des conglomérats de l'atome : poursuites des programmes électronucléaires et de la force de frappe. 60 ans après la catastrophe de Mayak, gardée secrète pendant 20 ans (29 septembre 1957, 200 mortEs, 470 000 personnes exposées),



DR

et 30 ans après Tchernobyl (nuage radioactif «stoppé aux frontières»), c'est toujours l'omerta. Face à ce mépris de la vie, la seule réponse sérieuse c'est l'arrêt du nucléaire, civil

et militaire. Et dans l'immédiat la transparence totale, avec des mesures de protection des populations exposées.

Commission nationale écologie

RENNES Grève au centre hospitalier Guillaume-Régnier

2012 : une tension extrême avait conduit au blocage du centre hospitalier Guillaume-Régnier (CHGR). La grève avait permis l'ouverture de 47 lits. Depuis la situation n'a fait qu'empirer, entraînant une situation de détresse pour les soignantEs et d'angoisse pour les patientEs et leurs proches... et une nouvelle grève depuis le 7 novembre.

Des patientEs peuvent attendre 8 heures avant d'avoir une place, d'autres ne peuvent tout simplement pas être hospitalisés faute de lits. D'autres encore sont transférés d'une unité à l'autre, parfois en pleine nuit ! Des lits de personnes permissionnaires sont utilisés pendant leur absence. Il n'y a, certaines nuits, qu'unE soignantE dans une unité de 25 lits, ce qui met patientEs et soignantEs en danger. Les soignantEs ne peuvent plus faire leur travail correctement.

La direction cherche à les culpabiliser et les isoler avec la notation individuelle. Or, pour être efficace, le travail ne peut se concevoir qu'en équipe. La direction prétend qu'il s'agit juste d'une adaptation à des contraintes budgétaires...

Dire stop !

Les militantEs de SUD se sont mis en grève le 7 novembre. Un barnum a été installé à l'entrée de l'hôpital et des permanences sont assurées jour et nuit pour informer, mobiliser, avec des AG pratiquement quotidiennes.

Le 21, avec le renfort de la CGT, ce sont 300 personnes qui se sont retrouvées lors des trois AG de la journée, avec un taux de grévistes proche de 30%. Un pas a été franchi, montrant que le collectif vit toujours malgré la politique de la direction. Les revendications demeurent : ouverture d'un service de 20 lits, amélioration des conditions de travail, octroi de moyens budgétaires à la hauteur des missions de service public du CHGR, résorption des sous-effectifs et de l'emploi précaire, retour à 20 RTT annuelles, analyse fine des causes de l'absentéisme... Gageons que cette semaine de grève ne sera pas la dernière, et que le collectif l'emportera sur l'isolement !

Correspondant



DR

Dangereux bonimenteurs

Le professeur Joyeux ne croit pas aux vaccins mais il croit aux miracles. C'est lui qui, en 1996, validait les miracles reconnus par le Vatican... Anti-pilule, anti-IVG, dénoncé par Act Up pour ses propos homophobes, dirigeant de l'association ultraconservatrice Familles de France et animateur de la Manif pour tous, le professeur Joyeux s'était déjà fait connaître avec une pétition sur les vaccinations, qui avait été signée par plus d'un million de personnes de bonne foi. Didier Lambert, président de l'association E3M, qui milite depuis des années pour des vaccins sans aluminium, avait appelé à ne pas signer cette pétition «éthiquement contestable et scientifiquement insuffisamment élaborée», pointant par exemple la dénonciation du formaldéhyde, alors que «aucun effet indésirable lié à la présence

de formaldéhyde dans les vaccins n'a été mis en valeur».

Montagnier, prix Nobel de médecine en 2008 pour la découverte en 1983 du virus du sida, est surtout connu depuis pour ses propositions de téléporter (!) de l'ADN de Chine en Italie grâce à l'électromagnétisme de la mémoire de l'eau, ou de lutter contre la maladie de Parkinson du pape Jean-Paul II grâce à la papaye fermentée, active aussi selon lui sur l'alcoolisme ou le virus du sida... Démontons une autre de ses affirmations : le lien entre autisme et vaccination. En 1998, le chirurgien états-unien Andrew Wakefield publiait un article retentissant dans le prestigieux *Lancet* sur l'entérococolite autistique, une maladie du colon qui prouverait le lien entre autisme et vaccin rougeole-oreillons-rubéole. Personne n'a jamais réussi à reproduire ses «expériences», et l'analyse de 1,5 million

de dossiers médicaux a conclu à l'absence de rôle du vaccin ROR dans l'autisme : Wakefield avait falsifié ses études, et promettait 32 millions d'euros de revenus aux futurs investisseurs de son entreprise de production de tests de l'entérococolite autistique, qui n'a jamais existé !

Renouer la confiance

Entre les croisés de l'anti-vaccination et les experts sous influence de l'industrie pharmaceutique, qui veulent toujours plus de vaccins, plus chers et pas toujours bien testés (voir notre dossier dans *l'Anticapitaliste* n°330), il y a urgence à une expertise indépendante pour une liste limitée de vaccins recommandés, utiles, bien testés, aux populations cibles bien définies, aux effets secondaires limités et socialement acceptés. Il y a urgence à un vaccin sans aluminium, comme le demandent les



Henri Joyeux et Luc Montagnier. DR

patients victimes de myofascite à macrophage, s'appuyant sur les travaux du Professeur Gherardi de l'Inserm. Hier, trois vaccinations étaient obligatoires, contre diphtérie, tétanos et polio. Demain onze le seront. Malgré cette obligation, le taux de vaccination est en baisse en France,

formes neurologiques avec séquelles. Dix enfants sont décédés. L'obligation vaccinale est inefficace, pour renouer la confiance, il faut un débat et une expertise indépendante des charlatans et des labos !

Frank Cantaloupe

SAINT-DENIS

Les habitantEs du 48 une nouvelle fois en lutte

Il ya deux ans, le Raid intervenait au 48 rue de la République à Saint-Denis contre le groupe de terroristes impliqué dans les attentats du 13 novembre 2015. L'immeuble s'est en partie effondré suite à l'assaut et aux explosions. Il était habité par 45 ménages qui se retrouvent alors à la rue. Hébergés à l'hôtel, en résidence, ils se sont organisés en association pour défendre leurs droits.

Pendant ces deux ans ils ont négocié avec l'État : ils ont obtenu la régularisation des sans-papiers, à l'exception de trois d'entre eux, la garantie du logement, et surtout ils se sont battus pour faire reconnaître leur situation de victimes du terrorisme mais n'ont obtenu qu'une reconnaissance au rabais, et donc des indemnités moindres.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Double stigmat

L'État a, depuis le début, considéré les habitantEs du 48 comme des victimes de seconde zone, avec un double stigmat : habiter à Saint-Denis, ville populaire et pauvre, et avoir été «choisis» par les terroristes pour se cacher parmi eux, en faisant des complices de fait. Résultat : moins d'énergie à répondre aux préjugés, moins d'empressement à répondre aux besoins... Bref, le mépris social, avec des injonctions autoritaires de présence ou de recherche d'emploi. Deux ans après, 5 habitantEs se retrouvent à la rue, moins de la moitié des habitantEs sont relogés, et les indemnités modestes versées au ralenti.

La commémoration du deuxième anniversaire des attentats, avec le fort engouement des médias, a incité les habitantEs à relancer la mobilisation. Le vendredi 17 au soir, comme les réponses côté mairie et préfecture étaient négatives, les 5 exclus, avec l'appui du collectif et des soutiens, ont commencé à camper au pied de l'immeuble. Ils y sont restés 5 jours et nuits. Ils ont aussi participé à l'occupation organisée par le DAL du gymnase Roquépine, près de l'Élysée, avec 40 autres sans-abris de l'Île-de-France, exigeant le respect du droit à l'hébergement et au logement.

Le 23 novembre, les 5 ont obtenu un hébergement ! Lors d'une réunion qui s'est tenue dans l'après-midi avec la préfète à l'égalité des chances et la sous-préfète, l'engagement était pris de l'hébergement (avec une amélioration de la qualité de celui-ci) de touTEs les habitantEs jusqu'au relogement, la mise en place d'une MOUS (dispositif facilitant le relogement de personnes en difficulté), et le réexamen bienveillant des deux personnes sans titre de séjour que la préfecture refusait jusqu'à ce jour de régulariser.

Cette victoire s'est accompagnée, le lendemain, de celle des 40 occupantEs du gymnase Roquépine, qui ont obtenu un hébergement et la tenue d'une réunion avec la ville de Paris sur les relogement définitifs. Champagne !

Jean-Marc Bourquin

Les comités en action!

Limoges Un succès pour la première fête du NPA 87. La première fête du NPA 87 a été une réussite puisque plus de 120 personnes ont participé à ce moment festif et militant. Dès l'ouverture, des expositions proposaient des éléments d'analyse sur des sujets qui nous préoccupent : la mondialisation, la Catalogne, la révolution russe de 1917. Le théâtre de l'Étoile grise a présenté une lettre du Che à l'occasion des 50 ans de sa mort, puis a interprété un texte sur Marx : ses idées n'ont décidément pas vieilli et elles introduisaient tout naturellement l'intervention de notre porte-parole, Philippe Poutou. Philippe est revenu notamment sur le mouvement actuel contre les ordonnances Macron ainsi que sur la nécessité de faire converger les luttes qui existent. Plus d'une centaine de personnes ont suivi l'intervention et ont pu participer au débat : comment faire pour que ces luttes et manif, où une partie des présentEs se retrouvent souvent, prennent une nouvelle ampleur et stoppent la machine infernale du capitalisme ? Les discussions ont continué autour d'un verre et d'un couscous. Et la soirée s'est poursuivie en musique avec les chansons interprétées par Jacky Feydie, et par du blues avec les compositions de I am a band.

Évry La révolution russe et... la grève. Vendredi 24 novembre, près de soixante camarades se sont retrouvés pour discuter de l'actualité de la révolution russe, du socialisme et du communisme, et de la révolution. Une exposition était à la disposition du public. La discussion a été introduite par Olivier Besancenot, mais c'est une délégation des grévistes du bureau de poste de Ris-Orangis qui a ouvert la réunion. Elle était venue pour rencontrer Olivier et une camarade gréviste a pris la parole pour parler de leur grève qui en était à son 26^e jour et se heurte au mépris de la direction. Le ton du meeting était donné : la lutte et la solidarité ouvrière, les perspectives... Ce fut l'essentiel du débat. Aujourd'hui, comment imaginer une nouvelle révolution, comment le NPA la voit-il ? Comment échapper au rouleau compresseur de l'idéologie dominante ? La lutte contre la bureaucratie ? L'auto-organisation, c'est quoi ? Quel lien parti-soviet ? Quelle responsabilité de la social-démocratie dans l'échec et la répression du mouvement révolutionnaire en Europe après la guerre ? Quel contenu donner aujourd'hui aux propos de Rosa Luxemburg au sujet des bolcheviks («ils ont osé»), comment être celles et ceux qui osent ? Une ambiance combative, le besoin de comprendre, de ne pas limiter la lutte au terrain syndical, et de faire de la politique pour prendre ses affaires en main.

NPA

Tout est bon dans notre souscription!

ANTIRACISME, ANTICAPITALISME, FÉMINISME, ÉCOLOGIE, ANTI-IMPÉRIALISME, ANTI-COLONIALISME

SOUTENEZ LE NPA

SOUSCRIPTION 2017
SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

En plus de faire vivre la solidarité internationale, les missions permettent de lutter contre la confiscation des terres, en aidant les paysanEs à accéder à leurs champs (situés près des colonies ou des murs). En vertu d'une loi israélienne héritée du mandat britannique, toute terre non cultivée pendant trois ans devient en effet propriété d'Israël. Les PalestinienEs rencontrés nous l'ont expliqué : armée et colons israéliens leur rendent la vie impossible. Les routes menant à leurs parcelles sont régulièrement détruites, les paysanEs sont harcelés (jet de pierres, arrestation arbitraire, vol et destruction de récolte...), leurs terres sont militarisées (avec des interdictions d'accès ou des autorisations pour seulement quelques heures par année) et colonisées...

Colonisation... et résistances
Il suffit de traverser les campagnes pour se rendre compte de l'ampleur de la colonisation. Les colonies, facilement reconnaissables, continuent de se construire sur les collines. L'Autorité palestinienne (AP) collabore avec Israël tant sur le plan sécuritaire (transfert de prisonniers, arrestations sous l'œil de la police palestinienne...) qu'économique. De nombreux membres de l'AP s'enrichissent personnellement grâce à des accords militaires ou commerciaux avec Israël.

Face à tout cela, le peuple palestinien s'engage par tous les moyens pour lutter contre la colonisation. Nous avons pu rencontrer des militantEs de UWAC, qui travaillent avec les paysanEs, notamment pour un retour à une agriculture avec des semences locales adaptées au climat, qui demandent moins d'eau, une problématique essentielle. On peut encore citer Al Sanabel, initiative d'un camarade palestinien que nous avons rencontré : lui et d'autres agriculteurEs de la région d'Hébron ont fondé une coopérative où ils peuvent faire du jus de leur récolte de raisins, leur permettant de ne plus perdre leurs stocks en cas de blocus. Depuis son lancement, en rendant la culture du raisin rentable à nouveau, la coopérative a permis d'augmenter les



© NPA

terres cultivées, et à des centaines de paysanEs de retrouver du courage et l'indépendance vis-à-vis du pouvoir israélien. Ces missions permettent aux militantEs de tisser des liens, mais aussi de se rendre compte de la situation. Malgré notre engagement et nos lectures, nous avons été saisis par l'occupation, que nous n'avions pas imaginée aussi omniprésente : checkpoints, miradors et colonies sont partout. Nous encourageons les camarades qui le peuvent à participer à ces missions. Parlez-en dans votre comité et avec les personnes parties sur place ! Rendez-vous sur le site de l'AFPS de Rennes et pour plus d'informations envoyer un email à missions-olives@rennes-palestine.fr.

Correspondants

Solidarité internationale

Retour de Palestine

Le mois dernier, plusieurs camarades ont participé aux missions cueillettes d'olives en Cisjordanie occupée, organisées par l'AFPS de Rennes. Ces missions existent depuis une quinzaine d'années, elles sont ouvertes et se déroulent sur la période de récolte des olives (octobre-novembre).

Conseil politique national

Le NPA prépare son congrès

Le CPN des 25-26 novembre a ouvert les débats du prochain congrès, qui aura lieu en février 2018. Il a aussi discuté des mobilisations actuelles.

La première discussion a porté sur la situation sociale. La première mobilisation contre le gouvernement est un échec : la trahison de certaines directions syndicales, les hésitations d'autres, et le fait qu'il est difficile de mobiliser les travailleurEs dans de telles conditions ont conduit à une victoire pour le gouvernement. Cependant, on aurait tort de conclure qu'il n'y a plus d'espoir. Les mobilisations vont se poursuivre car les attaques sont inacceptables pour les classes populaires. De nouveaux mouvements portent d'ailleurs en eux la possibilité d'un retour de l'affrontement avec le gouvernement : mobilisations contre la sélection, qui commencent lentement dans la jeunesse, mobilisations féministes contre les violences, luttes pour les droits des migrantEs. Nous devons reprendre le travail d'explication des réformes, notamment contre l'assurance chômage. Il s'agit d'argumenter de nouveau pour la construction d'une opposition au gouvernement regroupant tous les courants de la gauche syndicale, politique, les collectifs... Nous avons également discuté de la préparation d'une mobilisation unitaire contre le congrès du FN les 10 et 11 mars prochains.

Un congrès démocratique
7 textes sur la situation politique et l'orientation du NPA, qui servent

également de « plateformes électives », 11 motions et une modification des statuts seront soumis au vote des militantEs — chaque militantE pouvant également proposer des textes dans son congrès local. L'un de ces textes a recueilli la majorité absolue des voix exprimées au CPN, les autres recueillant entre 1,5% et 18% de voix favorables. Les motions sont variées : antifascisme, Front social, rapports internationaux du NPA, fonctionnement... Seule la motion réaffirmant le droit de tendance et de fraction a été votée majoritairement par le CPN. Tous ces textes seront soumis au vote des congrès locaux afin que les militantEs puissent exprimer leur point de vue. Ils seront imprimés et diffusés dans les comités d'ici la mi-décembre. Des assemblées de

débats et électives auront lieu également en décembre et janvier. Les plateformes serviront à désigner les délégués pour le congrès national. Des modifications statutaires seront également proposées. Il s'agit de rendre nos statuts plus efficaces pour lutter contre le sexisme interne, avec entre autres l'inversion de la charge de la preuve, tout en mettant en place des procédures plus claires, notamment en ce qui concerne les possibilités d'appel, et une échelle de sanctions.

Un congrès qui s'appuie sur la campagne Poutou

Il peut paraître étrange que 7 plateformes soient soumises au vote. Cela fait beaucoup, notamment lorsque l'on sait que toutes se réclament des aspects positifs de la campagne

Poutou. Les divergences se situent pour l'essentiel sur la relation aux autres organisations du mouvement ouvrier, sur la façon de défendre la rupture avec le capitalisme et sur le fonctionnement interne.

La campagne aura toutefois renouvelé les débats au sein de l'organisation : pendant 3 ans, le CPN n'a pas eu de majorité stable, les orientations ont été relativement fragiles et des camarades estimaient que chaque courant ou sensibilité devait par conséquent mener sa propre politique, sa propre expérience, vers l'extérieur. Il y a maintenant une majorité qui essaie de se constituer pour faire mieux fonctionner le NPA comme parti. Les critiques restent importantes, mais elles s'expriment de façons diverses et au travers de plusieurs plateformes. Les différents points de vue s'exprimeront dans les prochains numéros.

Antoine Larrache

Courrier

« Droit de réponse » Dans son article paru dans le n°405 de *L'Anticapitaliste*, daté du 16 novembre 2017, Mimosa Effe concluait son analyse de « l'affaire » Tariq Ramadan et de l'état de la mobilisation féministe actuelle contre les violences par un appel vibrant à construire un mouvement féministe unitaire qui refuserait « d'être instrumentalisé à des fins racistes et islamophobes ». Cette préoccupation étant, selon elle, totalement absente antérieurement, cela aurait « rendu impossible, pendant des années, la construction d'un mouvement uni ». L'air de rien, ce genre de commentaire qui ne s'appuie sur aucune argumentation sérieuse et qui se permet de nous renvoyer à un passé indéterminé historiquement, n'aboutit qu'à une chose : cultiver les préjugés sur l'histoire du

ou des féminisme(s) en France avant l'arrivée miraculeuse d'une nouvelle génération féministe qui aurait tout compris et qui serait capable, grâce à un savoir supérieur, de surmonter toutes les difficultés liées à l'animation d'un mouvement qui se veut de masse. Nous nous réjouissons qu'une nouvelle génération de femmes prennent la parole sur les questions de violences et d'autres dimensions de l'oppression, mais nous ne pouvons pas accepter que soit construite ainsi une légende noire du féminisme en France qui, de tout temps et dans son ensemble, aurait été complice du racisme et du colonialisme, du 19^e siècle jusque dans les années 2000, au moment des débats sur la question du voile à l'école, etc. Comme tout mouvement social de masse, le mouvement féministe en

France a été traversé par des débats complexes qui ne peuvent être résumés à la serpe. En tant que féministes « lutte de classe », nous avons tenté de diffuser la connaissance de ces débats en les resituant dans leur contexte historique, dans plusieurs publications, parmi lesquelles : *Cahiers du féminisme, dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes*, Syllepse 2011 ; « Les féministes blanches et l'empire ou le récit d'un complot féministe fantasmé », 2012 ; « Françoise Vergès : pensée post-coloniale ou réécriture calomnieuse de l'histoire des féministes en France », 2017. Ces deux derniers articles sont disponibles sur le site Europe solidaire sans frontière (ESSF), rubrique auteure. Ayons donc le débat, franchement et sérieusement.

Josette Trat

Bandes dessinées

Matricule 155: Simon Radowitzky

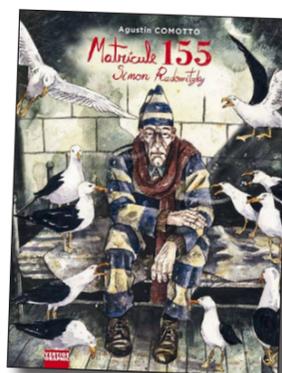
Scénario et Dessin: Agustín Comotto. Vertige Graphic, 269 pages, 30 euros

Dans une tranchée, sur le front d'Aragon en 1937, deux combattants internationalistes font connaissance: « Je te jure Josep, après 21 ans de prison en Argentine, je ne savais pas grand-chose du monde de ce qui s'était passé en Russie où j'avais ma compagne, il y avait eu la révolution (...). J'ai réalisé que si j'allais en Russie, Staline me tuerait comme il le fait maintenant avec les camarades ici en Espagne ».

Simon Radowitzky, qui s'exprime ainsi, est un « mythe » argentin qui a tout fait pour se faire oublier, pour se fondre dans la masse jusqu'à changer de nom pour mourir paisiblement au Mexique dans les années 1950. Seulement, lorsque votre nom a été scandé par des centaines de milliers de manifestants à Buenos Aires et a fait la une de journaux argentins à fort tirage dans les années 1920, l'oubli dans les consciences est impossible.

raison de son état de santé et de sa connaissance du russe, il aide la CNT dans son bras de fer, perdu, contre le stalinisme. Quelques jours avant la chute de Barcelone, il évacua les archives du mouvement anarchiste. Une dernière fois, il tâtera d'une « cage » en France mais parviendra à s'enfuir pour le Mexique où la vérité sur le sort tragique de Ludmyla dans les camps staliniens l'attend.

La vie de Simon Radowitzky est tellement intense qu'elle semble tirée d'une BD, et pourtant 95% des faits sont authentiques. L'auteur ne s'est permis des libertés qu'avec la vie et la mort de Ludmyla, qui illumine ce roman graphique. Il aura fallu 6 ans de travail à Comotto pour réunir toutes les archives disponibles, monter le scénario et donner vie par le dessin à la misère généralisée de ce



début du 20^e siècle et aux hommes et aux femmes qui ont tenté d'y mettre fin. La BD est entièrement réalisée en noir et blanc, mais Comotto se permet quelques éclaircis de rouge pour renforcer son trait. *Matricule 155*, la BD de l'année! **Sylvain Chardon**

Plus de la moitié d'une vie en prison

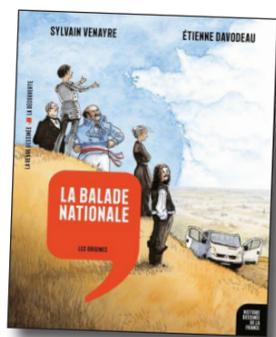
La famille «révolutionnaire» d'Agustín Comatto n'avait pas oublié le vieil anarchiste Radowitzky et en parlait souvent à table, où l'auteur n'en perdait pas une miette. Simon Radowitzky a certes participé à trois révolutions en Russie (1905), Argentine (1908) et Espagne (1936) mais il a surtout passé plus de la moitié de sa vie en « cage », dont plus de 20 ans dans le bagne gelé d'Ushuaia (Terre de Feu) dont peu sortirent vivants. Seul le souvenir, l'espoir de revoir Ludmyla, son amour adolescent en Ukraine qui devait le rejoindre en Argentine, le fait tenir. Depuis le pénitencier, les souvenirs de Simon (Shimele), le matricule 155 d'Ushuaia, se croisent et se mêlent aux traitements endurés. Né en 1891, dans une famille juive pauvre près de Kiev, Radowitzky subit et combat les pogroms et le tsar en même temps que le fatalisme religieux de son père. Il devient militant dès l'âge de 13 ans fait 4 mois de prison. À 15 ans, ouvrier, il est membre du soviet de sa ville avec la jeune étudiante Ludmyla. C'est lui qui, armé d'un pistolet, donnera le signal du déclenchement de l'insurrection en obligeant les vigiles de son usine à tirer la sirène d'alarme. Lié à la mouvance radicale du mouvement anarchiste (Bestmotivny), il doit après des jours d'affrontement avec l'armée puis l'assassinat de son ami, dirigeant anarchiste, fuir la Russie. À Riga, il refuse d'embarquer tant que Ludmyla ne l'a pas rejoint. Assommé par ses camarades, il est embarqué de force dans un bateau pour l'Argentine. Très vite, il reprend une activité militante au sein de la FORA (syndicat anarchiste très influent au début du 20^e siècle). La répression sauvage puis le massacre des manifestants du 1^{er} mai 1909 par le chef de la police, le général Falcon, ennemi juré de la classe ouvrière, des immigrés et des juifs, le mène à l'action directe.

La Balade nationale. Les origines

Scénario de Sylvain Venayre et Étienne Davodeau. La Découverte, 168 pages, 22 euros.

L'énorme succès de *L'Histoire mondiale de la France*, dirigée par Patrick Boucheron, a sans doute inspiré à l'historien Sylvain Venayre et à Étienne Davodeau l'idée de lancer, 40 ans après la stimulante *Histoire de France* en BD de Larousse une nouvelle collection sur ce thème.

Vingt volumes sont prévus, chacun réalisé par un auteur de BD et un historien. Ce premier volume, *Les Origines*, constitue une introduction à la collection et questionne le pseudo « roman national » à travers un subterfuge: Jeanne d'Arc, Molière, Marie Curie, l'historien Jules Michelet et le général républicain Alexandre Dumas (père de l'auteur des *Trois Mousquetaires*) reviennent à la vie pour interroger l'histoire de France.



Un monde en transformation perpétuelle

Pour ce faire, ils dérobent sur l'île d'Yeu le cercueil du maréchal Pétain, père de la France éternelle, Fille aînée de la très sainte Église. Si le maréchal refuse de sortir de son cercueil, il n'arrête pas de vitupérer tant les propos qu'il entend de la part des autres ressuscités sont en contradiction avec « l'identité nationale ». Jeanne flirtant avec Michelet, il y a de quoi se retourner dans son cercueil. À travers la France, à bord d'un Renault Trafic, nos héros se rendent sur des lieux historiques ou prétendus tels, et croisent des gens de toutes origines (du réfugié politique au soldat inconnu). Carnac, Calais, Paris, Reims, les bords du Rhin, Solutré, les Alpes, Marseille, Carcassonne, Lascaux et le plateau de Gergovie: le tour de France est presque complet. Si les grottes ornées de Lascaux, la sédentarisation néolithique de Carnac, la civilisation gauloise, les colonies grecques à Marseille, la conquête romaine, le baptême de

Clovis ou la révolution de 1789 constituent des origines, les discussions entre les personnages ne tendent pas vers celle d'une France immuable mais vers un monde en transformation perpétuelle. D'ailleurs, de son vivant, Jeanne d'Arc n'a jamais été représentée, et le seul portrait connu du général Dumas gommait sa « négritude ». La BD, reine de l'image, réfléchit donc cette fois à l'instrumentalisation de l'image à travers les siècles. Une œuvre salutaire mais difficile. La simplicité du dessin, l'art du découpage et le goût du dialogue de Davodeau contribuent à alléger le propos scientifique et à donner du rythme à une histoire de France plus vraisemblable. Donner la parole à cet oublié de la révolution qu'est le général Dumas est aussi un coup très réussi. Une BD qu'il faudrait mettre entre les mains de tous les amateurs du « discours national ». Ce n'est pas gagné mais l'ouvrage existe! **Sylvain Chardon**

Essai

Toujours sandiniste, le Nicaragua? de Bernard Duterme

CETRI-Couleur livres, 2017, 99 pages, 10 euros.

« Chrétien, socialiste et solidaire »: c'est ainsi que se définit le gouvernement de Daniel Ortega et du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua.

Alors que les « progressistes » en Amérique du Sud sont en crise ou font face aux retours – parfois violents – des droites, le président Ortega a démontré qu'il restait très populaire et hégémonique sur le plan électoral, après 10 ans à la tête de ce petit pays centraméricain.

« Néolibéralisme à visage humain »

Le sociologue belge et directeur du Centre Tricontinental (CETRI) Bernard Duterme pose, dans ce très (et trop) bref essai, la question qui fâche: que peut-il bien rester de l'engagement sandiniste de l'époque révolutionnaire

(1979-1990) au regard de ce qu'est « l'ortégisme » aujourd'hui? L'ex-Commandante a vieilli et son parti aussi: il se dit désormais « ni de droite ni de gauche »; favorable à une « alliance corporatiste gouvernement-patronat-syndicats », au traité de libre-échange avec les États-Unis et à des alliances improbables avec l'Église conservatrice et d'anciens contre-révolutionnaires... L'auteur donne aussi la parole à quelques



intellectuels partisans de Ortega et montre la baisse de la pauvreté ou la construction d'infrastructures, mais surtout il souligne l'explosion du travail informel, le recul des droits des femmes et la pratique discrétionnaire du pouvoir: un « néolibéralisme à visage humain » pour le plus grand bénéfice des partisans et de la clientèle du pouvoir, selon les dissidents sandinistes et les militants anticapitalistes. **Franck Gaudichaud**

Essai

Foulards et hymens, pourquoi le Moyen-Orient doit faire sa révolution sexuelle, de Mona Eltahawy

Belfond, 260 pages. 19 euros (2015).

Journaliste égyptienne vivant et travaillant entre l'Égypte et les États-Unis, Mona Eltahawy dénonce dans ce livre l'oppression des femmes dans les pays musulmans du Moyen-Orient comme l'Égypte, le Yémen, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Maroc...

Le livre commence par une dédicace « à toutes les filles du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord: soyez impudiques, soyez rebelles, désobéissez et sachez que vous méritez d'être libres » puis par une citation de la militante féministe Gloria Anzaldúa: « Nous ne ferons pas la paix avec les oppresseurs qui se servent de notre douleur pour affûter leurs hurlements. Nous ne ferons pas la paix ». Le ton est donné. Car tout le livre montre la violence de la domination masculine, d'une société patriarcale qui organise et perpétue une oppression quotidienne. Il s'agit du harcèlement et des violences sexuelles dans la rue comme au foyer, du viol qui n'est pas ou quasiment pas puni, du port du voile imposé, des mutilations génitales (excisions...), des femmes battues voire assassinées... Les Codes religieux comme les lois civiles organisent cette domination des hommes sur les femmes, enlèvent la plupart des libertés aux femmes, leur interdisent de sortir seules, de faire du sport ou de conduire des voitures, une société qui donne les pleins pouvoirs aux hommes sur les filles comme sur les femmes, tout au long de la vie et partout. Il s'agit d'un véritable apartheid qui enferme les femmes, qui empêche leur mobilité et leur autonomie.



La journaliste raconte aussi le combat de femmes qui militent pour leurs droits comme le droit de conduire, et qui réussissent à faire avancer les choses. Bien sûr c'est au risque de leur vie. Elle raconte aussi que les « printemps arabes » n'ont pas été simples pour les femmes. Même dans les manifestations, les occupations des places comme celle de Tahrir au Caire, les manifestantes, les militantes, les femmes en général devaient se battre pour faire respecter leurs droits, leurs personnes. Une militante féministe tunisienne affirme: « Quand les gens sont descendus dans la rue en décembre 2010, c'est vrai qu'ils demandaient du travail, de la liberté et de la dignité. Mais je crois qu'ils n'étaient pas prêts à accepter que la liberté signifie toutes les libertés, y compris la liberté de la femme, la liberté sexuelle, la liberté individuelle, toutes. Ils ne sont pas prêts à une telle révolution ». C'est un constat terrible. La journaliste finit d'ailleurs son livre ainsi: « Nous allons demander des comptes à notre culture et à notre religion, au gouvernement militaire et aux islamistes – deux facettes d'un même problème. La démarche sera essentiellement féministe. Et elle finira un jour par nous libérer. Ce sont les femmes – notre colère, notre ténacité et notre audace – qui libéreront nos pays ». **Philippe Poutou**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél.: 01 49 28 52 44 – Fax: 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture:

Lundi: 14 h – 20 h, mardi au samedi: 12 h – 20 h

« Ils savent que je hais et combats l'antisémitisme, mais ils n'ont pas hésité à mentir et à prendre ce prétexte. »

Entretien. Le 17 novembre, **Gérard Filoche** reproduisait, sur Twitter, un montage photo incontestablement antisémite, avant de le retirer une quarantaine de minutes plus tard. Une énorme « connerie », comme il l'a lui-même reconnu. Pour nous, les choses sont claires : Gérard Filoche n'est ni un antisémite ni un raciste, mais il est tombé dans l'un des travers des réseaux sociaux et d'un système qui s'emballle : à force de vouloir réagir (trop) vite aux événements et aux déclarations, il arrive que, plutôt que de réfléchir soi-même, on transmette quelque chose qu'on a reçu sans vraiment le regarder. Retour avec Gérard Filoche sur cette « affaire », et sur ses répercussions dans le PS.

Retour sur une connerie...

Ce vendredi [17 novembre], vers 22h30, j'étais au terme d'une longue journée de travail, relisant et corrigeant la version finale d'un gros livre de commande « anti Macron » de 750 000 signes qui doit être en librairie le 7 février. Mon hostilité politique à Macron a été accrue tout au long de ce travail et avec ses dernières déclarations « ceux qui défendent les emplois aidés n'en voudraient pas pour eux-mêmes » et la modification du compte pénibilité « je n'aime pas le terme donc je le supprimerais car il induit que le travail est une douleur ». Fatigué et en colère, je fais un dernier tweet où j'écris que « Macron est un sale type », et que « tous ensemble » on va l'avoir. Je vise Macron. J'ajoute en pièce jointe une image prise dans le dossier des illustrations accumulées, sans voir le détail du double fond noir.



DR

Je le dis, je l'ai redit, j'ai reconnu une « connerie », j'ai réagi vite, et je me suis excusé.

Quelle sens prend la polémique et la sanction, dans l'agenda de « reconstruction » du PS ?

L'agenda du PS traîne depuis six mois, car la direction ne sait pas comment affronter le congrès sans tirer le bilan du quinquennat maudit de Hollande qui a fait tout perdre à la gauche et au PS. La politique de droite conduite avec entêtement par Hollande, de 2012 à 2017, du CICE à la loi El Khomri, en passant par la déchéance de nationalité, a fait perdre 7 élections consécutives au PS et à la gauche toute entière. Le redressement passe par une rupture avec ce quinquennat et par une réorientation à gauche, ce pourquoi nous nous battons avec la gauche socialiste, avec le réseau D&S, la Gauche démocratique et sociale. La direction « hollandaise » fait tout pour repousser le congrès, et veut modifier les statuts avant de débattre politiquement. Ils ont tenté de faire voter par les militants une « feuille de route » où le changement de statuts se ferait par une « convention statutaire » avant le début du congrès politique. Là-dessus, le 28 septembre, ils n'ont mobilisé que 10% des militants. Mardi 14 novembre, ils envisageaient de supprimer les « contributions générales », de corser les motions en les divisant en « quatre questions » (sans question sociale), de fixer le seuil de dépôt d'une motion à 40 membres du CN. Ils voulaient nous exclure du débat de congrès. Plus de motion, pas de proportionnelle, fin du PS pluraliste permettant à ses minorités de s'exprimer.

Nous nous demandions, avant cet évènement, si nous pourrions tenir jusqu'au congrès repoussé en avril, si nous pourrions parler, si nous pourrions être représentés. Nous avons fixé au 20 janvier une rencontre nationale émanant d'un appel de 1111 socialistes pour cela. D'autant que la gauche socialiste se divisait, les « aubrystes » ne se battaient plus, les « hamonistes » s'en allaient les uns après les autres,

les montebourgeois étaient partis ou passifs, d'autres participaient à la « direction collégiale provisoire ». Les coups portaient contre D&S parce que nous étions les plus déterminés, et que nous voulions tenter une voie à la Jeremy Corbyn ou à la portugaise. Nous sommes les plus dangereux, car les derniers militants et électeurs, les syndicalistes, eux, verraient bien un retournement à gauche, façon Corbyn. Alors ils ont choisi de m'exclure, ils savaient tous que je hais et combats l'antisémitisme, mais ils n'ont pas hésité à mentir et à prendre ce prétexte. C'est une honte pour ce parti à la si longue histoire de s'être compromis dans une aussi sordide, affligeante et scandaleuse opération. La vérité, comme le dit Stéphane le Foll, c'est que j'aurais dû « être exclu depuis longtemps ». Depuis longtemps l'aile droite veut se débarrasser des traditions socialistes, issues de Jaurès, de la gauche socialiste, et elle veut franchir le Rubicon, rompre avec tout ce qui la lie encore à l'histoire du socialisme, de Marx à nos jours. Il se peut qu'il y ait derrière cela, incarnée brutalement ainsi, après ce quinquennat maudit, une coupure épistémologique, une rupture historique.

Quel rapport avec les mobilisations auxquelles tu as participé (El Khomri, loi travail XXL) ?

Avec tous nos amis de D&S, je n'ai pas ménagé ma peine, j'ai dû faire près de 200 réunions depuis deux ans pour défendre le code du travail, contre El Khomri et Macron, article, livres, vidéos, conférences, débats... Nous avons toujours su qu'un combat « interne » ne suffirait pas à renverser le libéralisme. Nous comptons sur la mobilisation sociale pour faire refluer l'aile droite

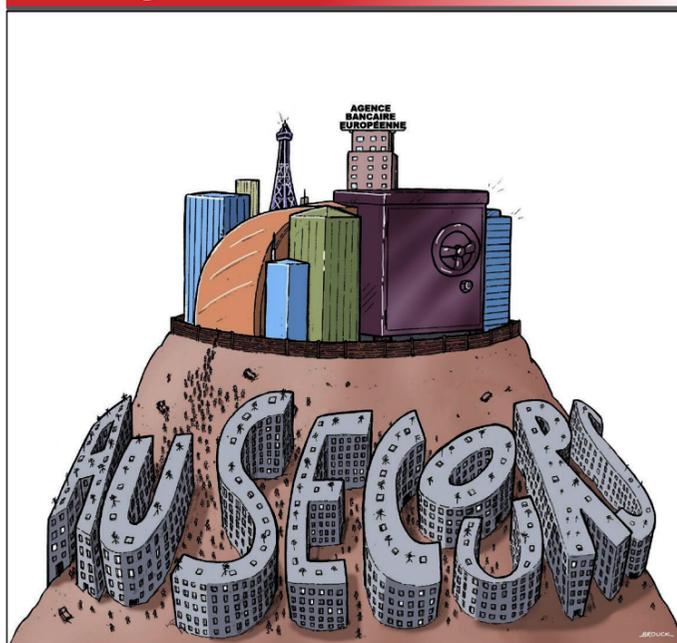
du PS et ses méfaits antisociaux. Nous voulions combiner l'action « dedans » et « dehors ». Parfois lors des 35 heures, du TCE, des retraites nous avons ainsi marqué des points. Mais dans l'actuelle conjoncture, il faut convenir qu'en dépit de tous nos efforts nous n'y parvenons plus. Une grande partie du PS a saboté la campagne de Benoît Hamon, elle a soutenu Macron, et une autre partie en interne continue d'être macronienne comme le révèle le passage au gouvernement d'Olivier Dussopt approuvé par le président du groupe des 82 socialistes du Sénat, Didier Guillaume.

Poursuites contre les militants CGT de PSA, le syndicat SUD-éducation 93, sanctions contre des inspecteurs du travail, ton exclusion : un saut qualitatif dans la politique répressive à l'encontre du mouvement social ?

Oui, je fais cette même analyse de façon détaillée dans mon livre à paraître, Macron est dangereux car il est à la fois tout-puissant et irresponsable. Il n'a pas de vrai parti : « En marche » est un rassemblement de « commerciaux ». Il est le produit direct du Medef, des banques, de l'oligarchie, du CAC 40 et ceux-ci exigent une politique violente à la Thatcher. C'est la plus grande tentative contre-révolutionnaire depuis 1945 contre le modèle social de notre pays. Alors pour cela, il n'hésite pas à casser toute la gauche et tous les syndicalistes : ces sanctions et bien d'autres, moins connues, se produisent et s'expliquent dans ce climat. Pour nous défendre il faut faire bloc systématiquement, dans la gauche de résistance et d'alternative, en nous unissant absolument toutes et tous en un front unique.

Propos recueillis par Robert Pelletier

L'image de la semaine



Vu ailleurs



HÔTELLERIE, FEMMES EN LUTTE.

Depuis plus d'un mois, des salariés d'une entreprise sous-traitante, Héméra, qui gère le nettoyage de l'hôtel Holiday Inn de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), ont entamé leur mouvement de protestation. Multipliant les actions pour faire entendre leurs revendications face à une direction impassible. Jeudi soir, onze fantômes ouvrent le cortège dans la nuit. C'est le déguisement qu'ont choisi ces salariés en grève pour attirer l'attention sur leur sort. Une centaine de personnes sont venues à Clichy manifester à leurs côtés. « Ces travailleurs sont des salariés invisibles », lance le responsable du syndicat CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE), Claude Levy. (...)

L'entreprise de sous-traitance Héméra a décroché le 19 décembre 2016 un contrat d'un an avec l'hôtel de Clichy. Elle a récupéré de fait les 35 salariés du nettoyage, en majorité immigrés, qui travaillaient déjà pour le précédent prestataire – comme le prévoit la convention collective du secteur si ceux-ci ont au moins quatre mois d'ancienneté. Depuis, leurs acquis sociaux seraient « bafoués », dénonce Mirabelle Nsang, 43 ans, gouvernante d'origine camerounaise et représentante de la section syndicale CNT-Solidarité ouvrière à Héméra. Elle s'insurge : « Nos plannings ont changé, on travaille six jours sur sept. Nos deux jours de repos consécutifs ont disparu. Avant, les femmes de chambre devaient nettoyer 17 chambres en sept heures. Avec Héméra, on leur demande de faire 20 à 25 chambres. On finit plus tard et on n'est pas payés. On avait droit à un week-end par mois et certains salariés n'en ont même pas eu. Héméra a tout détruit. (...) »

Depuis le début de la grève, déplore Mirabelle Nsang, « la directrice de l'hôtel n'est même pas sortie nous voir pour nous demander ce qui se passe ». Alors qu'elle nous parle, un salarié de l'hôtel sort de l'établissement et bouscule une syndicaliste tandis qu'un autre, dont la journée de travail vient de se terminer, insulte une gréviste. (...)

« Ce sont essentiellement des femmes immigrées qui sont concernées », poursuit le syndicaliste [Claude Levy, de la CGT]. Avant d'ajouter : « Ce qui se passe dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne. (...) »

Ces derniers jours, les grévistes sont allés manifester dans les halls d'entrée des Holiday Inn de Paris-Notre-Dame et Paris-Gare de l'Est. Le soir de Halloween, ils s'étaient déguisés pour dénoncer « des patrons sorciers ». La grève continue.

Rémy Descous-Cesari, « Dans la sous-traitance hôtelière, c'est de l'esclavage moderne », Libération, 27 novembre 2017.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org